L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses N°174 du Jeudi 27 Octobre 2022

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail:lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Tournoi du challenge trophy de handball zone 4 (Afrique centrale)

Les Diables-Rouges cadets et juniors qualifiés pour le trophy continental

(P.12)

Congo - France

Une relation bilatérale chaleureuse, mais trop de questions qui fâchent!

Entre Brazzaville et Paris, ça va bien, mais il y a trop de questions qui fâchent! (P.3)

R.d.p.s (Rassemblement pour la démocratie et le progrès social)

Développer les stratégies permettant de construire les victoires de demain

(P.5)

Vie des partis

Rien ne va plus à l'U.d.h-Yuki: la hache de guerre est déterrée!

Pascal Ngouanou et Gérald lone Bambi Goma. (P.4)

Confejes (Confédération des ministres de la jeunesse et des sports de la francophonie)

Dix jeunes entrepreneurs congolais bénéficient de fonds pour lancer leurs projets

(P.7)

15ème édition du Festival du rire Tuseo

Le grand retour sur scène, du rendez-vous international du rire à Brazzaville

(P.3)

A nos lecteurs

En raison de la Fête de la Toussaint, mardi 1er novembre 2022, la prochaine parution de L'Horizon Africain est attendue le jeudi 10 Novembre 2022.
Mais, sur le site Internet lhorizonafricain.com l'actualité est permanente.

Bonne fête de la Toussaint !

Tchad

Tension dans la capitale, après une marche de l'opposition réprimée dans le sang

N'Djaména, la capitale du Tchad, ainsi que d'autres villes du pays étaient, jeudi 20 octobre 2022, le théâtre de violents affrontements entre partisans de l'opposition et forces de l'ordre. Une situation qui fait suite à l'appel «d'une marche pacifique» lancé lors d'une conférence de presse, le 18 octobre, par les partis d'opposition et les organisations de la société civile, pour exiger un retour plus rapide à la démocratie et le départ de l'actuel Président de transition, le général Mahamat Idriss Deby. Celui-ci, a été porté au pouvoir par l'armée, après la mort du Président Idriss Deby Itno, son père, le 20 avril 2021. Selon les autorités tchadiennes, ces échauffourées ont fait 50 morts, 300 blessées et plusieurs dégâts matériels. En réponse à cette insurrection populaire, le gouvernement a instauré un couvre-feu de 18h à 6h dans les villes où les tensions ont été enregistrées.

La population en colère a envahie les rues de N'Djamena.

Après l'appel de l'opposition à tenir une «marche pacifique», pour réclamer la fin de la Transition, le gouvernement avait réagi, dans un communiqué datant du 19 octobre, lu par Aziz Mahamat Saleh, à la télévision d'Etat, pour interdire cette initiative lancée par le P.s.f (Parti socialiste sans frontières) de Yaya Dillo, le parti *«Les Transformateurs»* de Succès Masra, et la coalition de la société civile Wakit Tamma. Selon les autorités tchadiennes, cette marche *«vise à créer une insurrection populaire et armée, avec l'appui des forces extérieures, afin de déstabiliser le pays»*.

De son côté, l'opposition a fait savoir que *«le dialogue récemment organisé dans le pays a été un échec, car ne répondant pas aux aspirations du peuple. Ainsi, elle ne cautionnera pas un plan de succession dynastique»*.

En effet, le dialogue national inclusif et souverain, organisé par le C.m.t (Conseil militaire de transition) composé de quinze généraux, a décidé de prolonger la Transition de deux ans, maximum, tout en autorisant le général Mahamat Idriss Déby Itno de se présenter à l'élection présidentielle qui sera organisée à l'issue de la Transition, en octobre 2024. Voilà qui a mis dans la rue, l'opposition ayant boycotté le dialogue.

Foulant au pied la circulaire du gouvernement, des milliers de manifestants ont pris d'assaut les rues de la capitale N'Djamena ainsi que d'autres villes du pays, pour *«exprimer leur ras-le-bol contre le régime en place»*.

Les mouvements de protestation ont commencé vers 3h du matin du jeudi 20 octobre, jour supposé de la fin de la Transition initiale de 18 mois (avril 2021-octobre 2022).

Le général Mahamat Idris Déby Itno.

La communauté internationale, notamment les Nations unies et l'Union africaine, avait demandé à Mahamat Déby de ne pas prolonger la transition au-delà des 18 mois prévus, et de ne pas se présenter à la présidentielle, pour rendre le pouvoir aux civils. Le dirigeant militaire tchadien a fait tout le contraire, creusant le sillon de la pérennisation de son pouvoir. Curieusement, c'est avec mollesse que réagissent les organisations sous-régionales et internationales, à commencer par la C.e.e.a.c (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale). Aucune sanction n'est annoncée, alors que contre les putschistes maliens, le ton est sévère.

Devant les foules de manifestants ayant suivi le mot d'ordre de l'opposition, le C.m.t n'a pas lésiné sur les moyens. Les forces de sécurité sont allés jusqu'à faire usage d'armes létales, pour disperser les manifestants. Plusieurs routes avaient été bloquées par des barricades et des pneus enflammés et les magasins étaient fermées pour éviter les pillages.

Pour le Premier ministre, Saleh Kebzabo, les forces de sécurité agissaient en état de légitime défense. *«Ce qui s'est passé, aujourd'hui, est un soulèvement populaire armé, pour s'emparer du pouvoir par la force et les responsables de ces violences seront traduits en justice»*, a-t-il déclaré. Il a souligné que *«les manifestants avaient des armes à feu et ils sont considérés comme des rebelles»*.

Les partis responsables de ces troubles ont été suspendus de leurs activités. Parmi les morts, on compte une dizaine de policiers et un journaliste d'une radio locale.

La communauté internationale a condamné la répression sanglante des manifestations au Tchad. La France, considérée comme la puissance tutélaire du régime militaire de N'Djaména, a condamné l'usage des armes létales, affirmant ne jouer *«aucun rôle dans ces événements qui relèvent strictement de la politique intérieure du Tchad»*. Mais, contrairement au Mali, aucune mesure concrète.

Signalons que le Tchad a connu une longue histoire de troubles politiques et de conflits armés, depuis son indépendance en 1960. L'ancien Président Idriss Deby Itno, qui était considéré par la France comme un allié de poids dans sa campagne contre le djihadisme au Sahel, a repoussé plusieurs tentatives de coups d'Etats par des rebelles venus de Libye et du Soudan. D'où sa politique de tolérance par rapport à la confiscation du pouvoir par la famille Déby, avec le soutien de l'armée. Maintenant que le C.m.t a le sang de son peuple dans les mains, il faut craindre une explosion de la situation socio-politique au Tchad.

Roland KOULOUNGOU

Ouganda

Apparition d'une souche soudanaise rare de la maladie à virus Ebola

L'Ouganda lutte contre l'épidémie de la souche soudanaise rare de la maladie à virus Ebola, qui a été détectée le 20 septembre 2022, dans le District de Mubende, au centre du pays, trois ans après sa disparition en 2019. Cette maladie grave et mortelle, appelée aussi fièvre hémorragique à virus Ebola, s'est propagée dans d'autres localités ougandaises et a déjà fait plusieurs victimes. Selon les dernières statistiques publiées par le Ministère ougandais de la santé, le pays compte 75 cas confirmés, 26 guérisons, 11 hospitalisations et 28 décès. Des chiffres qui pourraient être revus à la hausse. Ainsi, dans le but de contenir la propagation de la maladie, le Président Yoweri Museveni a institué, samedi 15 octobre, un confinement de 21 jours et un couvre-feu nocturne dans les Districts de Mubende et de Kassanda, considérés comme «l'épicentre de l'épidémie». La capitale Kampala a été mise en alerte maximale.

Le virus Ebola continu à faire rage en Ouganda

Selon l'O.m.s (Organisation mondiale de la santé), le risque de propagation de la souche soudanaise du virus Ebola aux pays voisins est élevé, à cause des mouvements transfrontaliers entre l'Ouganda et ses voisins. *«La population est mobile pour des raisons commerciales, sociales et culturelles»*, constate-t-on. L'Ouganda accueille de nombreux réfugiés qui maintiennent des liens avec leurs pays d'origine.

Conscient de l'importance des efforts de collaboration, le gouvernement ougandais, avec le soutien du C.d.c Afrique (Centre africain de contrôle et de prévention des maladies) et de l'O.m.s (Organisation mondiale de la santé), a organisé, mercredi 12 octobre dernier, à Kampala, une conférence ministérielle d'urgence de haut niveau sur la collaboration transfrontalière pour la préparation et la riposte aux épidémies d'Ebola.

Dans un communiqué rendu public à l'issue de cette réunion qui s'est déroulée en présence de hauts responsables de l'O.m.s, les ministres de la santé de l'Ouganda, de la RD Congo, du Kenya, du Soudan du Sud, du Rwanda, de la Tanzanie, du Burundi, du Libéria et de la Sierra-Leone ont approuvé des mesures clés: la surveillance de la maladie; la recherche et le suivi des contacts; la notification rapide des alertes; le partage d'informations et la formation conjointe des intervenants d'urgence; la réalisation d'exercices de simulation, pour améliorer la préparation et la riposte, etc.

Selon la Dre Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'O.m.s pour l'Afrique, *«l'une des leçons essentielles que l'Afrique a tirées des précédentes épidémies d'Ebola est qu'en s'unissant, nous gardons une longueur d'avance sur le virus. En partageant les informations et les ressources, les pays peuvent progresser d'un mode défensif face aux épidémies à la mise en place d'un rempart qui arrêterait la propagation des infections»*.

Une alliance qui permettra d'endiguer le plus rapidement possible ce fléau qui ne cesse de faire des victimes au sein des populations. *«Les mesures conjointes convenues aujourd'hui placent l'Ouganda et la région sur la voie qui permettra de briser l'emprise d'Ebola»*, a-t-elle indiquée.

Notons que l'Ouganda a connu plusieurs épidémies d'Ebola, dont une dans les années 2000, qui a tué plus de 200 personnes. L'épidémie d'Ebola a également tué 11.000 personnes en Afrique de l'Ouest, entre 2014 et 2016. La maladie d'Ebola a été découverte en 1976 lors de deux épidémies simultanées au Soudan du Sud et en RD Congo, dans un village près de la rivière Ebola, d'où le nom de la maladie.

R. KOULOUNGOU

Semaine africaine de l'énergie à Cape Town (Afrique du sud)

Bruno Jean-Richard Itoua milite pour l'accès des Africains au gaz de cuisson

La ville de Cape Town, en Afrique du Sud, a abrité, du 18 au 21 octobre 2022, pour la deuxième année consécutive, la Semaine africaine de l'énergie (Africa energy week), le plus important événement énergétique d'Afrique. La rencontre était placée sous le thème: «Explorer et investir dans l'avenir énergétique de l'Afrique, tout en créant un environnement favorable». Le Congo y était représenté par Bruno Jean-Richard Itoua, ministre des hydrocarbures et président de la conférence ministérielle de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole).

Bruno Jean-Richard Itoua, après avoir reçu le prix.

Initiative de la Chambre africaine de l'énergie, la Semaine africaine de l'énergie a réuni les leaders africains de l'énergie et les parties prenantes au niveau mondial, lesquels ont, quatre jours durant, eu un dialogue intense sur le secteur énergétique africain. Il y avait plus de cinq mille participants, 175 conférenciers inter-

(Suite en page 4)

Congo - France

Une relation bilatérale chaleureuse, mais trop de questions qui fâchent!

Le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, est invité par son homologue français, le Président Emmanuel Macron, pour une visite officielle à Paris (France), au cours de laquelle les deux Chefs d'Etat aborderont, entre autres, les questions liées à la coopération bilatérale, particulièrement la dette congolaise envers les entreprises françaises évoluant au Congo et le soutien de la France au dossier congolais au F.m.i (Fonds monétaire international). La dernière visite officielle du Président congolais à l'Elysée remonte au 3 septembre 2019 et elle avait révélé qu'il y a des sujets qui fâchent entre Paris et Brazzaville. La nouvelle visite s'effectue dans un contexte toujours préoccupant entre les deux capitales, la guerre ukrainienne en étant un grand point révélateur.

Beaucoup d'observateurs constatent qu'entre Paris et Brazzaville, les relations bilatérales sont en dents de scie. Parfois ça va bien, parfois il y a le froid. Depuis la fin de l'époque Chirac, la tendance est grande dans le ciel des deux pays à l'accumulation de nuages. Même si on est loin des tensions qui peuvent menacer de rupture ces relations historiques, le malaise est parfois invivable.

Dernière illustration et pas des moindres, la réception, mercredi 19 octobre 2022, à Paris, du tout nouveau ministre congolais de l'économie et des finances, Jean-Baptiste Ondaye, par Emmanuel Moulin, le directeur général du Trésor public français, au lieu de son homologue, Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Et si le calendrier de ce dernier ne le lui permettait d'honorer ce rendez-vous ce jour-là, pourquoi pas alors un autre ministre du gouvernement français?

Le Président Denis Sassou-Nguesso reçu à l'Elysée par son homolgue Emmanuel Macron (Ph. d'archives).

Côté congolais, le non-respect de la réciprocité des formes diplomatiques entre deux Etats souverains est vécu comme un mépris de l'ancienne puissance colonisatrice contre un jeune Etat né de ses ex-colonies en Afrique. Quelles que soient les raisons qu'on peut en donner, cela montre le mécontentement de l'Elysée contre le régime de Brazzaville. Et ce n'est pas pour la première fois que cela arrive.

Il y a des questions qui fâchent entre Paris et Brazzaville. La vieille affaire est celle de la condamnation de Jean-Marie Michel Mokoko dont Paris attend des actes, depuis septembre 2019, allant dans le sens de sa libération. Mais, on peut évoquer aussi la dette congolaise envers les entreprises françaises et la discrète politique pro-russe de Brazzaville dans la guerre d'invasion que la Russie mène en Ukraine.

En matière économique en effet, même si le Congo mène une politique de diversification de ses partenaires, avec la Chine en premier, la France demeure l'un des principaux investisseurs étrangers. Mais, depuis plusieurs années, les échanges commerciaux connaissent une certaine baisse. Participant grandement à l'économie congolaise, beaucoup d'entreprises françaises présentes dans le pays ont des créances que l'Etat congolais n'arrive pas à honorer, suscitant ainsi l'intervention du gouvernement français. La question aurait été évoquée entre Jean-Baptiste Ondaye et son hôte Emmanuel Moulin.

Brazzaville, pour sa part, sollicite le soutien de la France, dans son dossier au F.m.i. Les autorités congolaises redoutent qu'une suppression brutale des subventions des produits pétroliers raffinés, comme le recommande le F.m.i, n'entraîne une explosion sociale que provoquera inévitablement la hausse des prix des denrées de base. Un scénario déjà vu dans d'autres pays africains, avec des conséquences socio-politiques imprévisibles.

Côté diplomatique, les rumeurs de l'éventuelle installation d'une base de la milice russe Wagner à Pointe-Noire ont suscité des inquiétudes dans les capitales occidentales, particulièrement à Paris. Brazzaville a pris la question au sérieux, en faisant un démenti cinglant. Mais, en raison de sa proximité idéologique avec Moscou, les soupçons ne semblent pas être totalement balayés. Denis Sassou-Nguesso ne manquera sans doute pas de rassurer son homologue français sur cette question. Comme quoi, entre Brazzaville et Paris, ça va bien, mais il y a trop de questions qui fâchent!

Jean-Clotaire DIATOU

Editorial

Ne jamais les oublier, pour que nous ne soyons pas oubliés!

Cette année, la fête de la toussaint, le 1er novembre, tombe un mardi. Ce qui va prolonger le week-end deux jours, cause de la tendance à faire un pont le lundi. On se connaît! Avec notre culture de paresse, beaucoup vont délaisser leurs lieux de travail lundi.

Pour les chrétiens, c'est la fête de tous les saints, ceux qui nous ont précédés dans l'au-delà et qui sont dans la gloire de Dieu. Ils intercèdent pour nous, afin de nous garantir le bénéfice de cette grâce que Dieu réserve à ses enfants, ceux qui suivent sa parole révélée par son Fils unique, Jésus-Christ, mort sur la croix et ressuscité des morts au troisième jour, pour sauver l'humanité du péché.

Quoiqu'étant une fête chrétienne, la Toussaint est devenue, dans le contexte populaire, une fête de commémoration des morts, les parents qui nous ont précédés dans l'au-delà. Il ne faut jamais les oublier, pour que nous ne soyons pas oubliés à notre tour. On fait les tombes, on les rend belles, pour se souvenir d'eux. Les populations vont se rendre nombreuses dans les cimetières, nettoyer les tombes des leurs, les fleurir et s'y recueillir. Des gestes devenus traditionnels, mais combattus par certaines églises de réveille qui y voient à tort, un culte de morts. Nettoyer et fleurir les tombes des êtres chers qui nous ont quittés est une marque d'attachement et de respect pour ce qu'ils ont été et sont pour nous.

L'HORIZON AFRICAIN

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76
E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /
Site Internet: www.lhorizonafricain.com
Sous l'immatriculation
108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim :
Hervé EKIRONO
Rédacteur en Chef :
Chrysostome FOUCK ZONZEKA
Secrétaire de rédaction :
Clotaire DIABOUA
Siège de la Rédaction :
Hôtel Saphir (Brazzaville)
Chef Bureau Pointe-Noire :
Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71
Mise en pages :
Tornade

15ème édition du Festival du rire Tuseo

Le grand retour sur scène, du rendez-vous international du rire à Brazzaville

Le Festival du rire Tuseo revient sur scène en grandes pompes, cette année, à l'I.f.c (Institut français du Congo) de Brazzaville, avec la tenue de sa 15ème édition qui se déroule du jeudi 27 au samedi 29 octobre 2022. A quelques jours de ce grand rendez-vous international du rire, qui regroupe des artistes humoristes du Congo et d'ailleurs, la directrice de Tuseo, Lauryathe Bikouta, a donné une conférence de presse, mardi 24 octobre, à l'I.f.c, en compagnie de Régis Ségala, directeur délégué de l'I.f.c-Brazzaville, et l'humoriste-conteur camerounais, Saïdou Abatcha, pour donner les contours de cette quinzième édition, la première en grand public, après la tempête de la pandémie de covid-19 qui avait confiné les éditions de 2020 et 2021 en mode virtuel.

Abordée par les journalistes sur l'absence des artistes humoristes congolais résidant à l'intérieur du pays, Lauryathe Bikouta a présenté le panel des artistes conviés à cette édition. *«Cette année, nous avons des artistes du groupe Handi-A de Pointe-Noire, qui sont venus en formation. Et la présence du groupe prouve à suffisance que nous nous intéressons aux artistes des autres localités du Congo. Pour le moment, c'est Brazzaville et Pointe-Noire. Mais, il est temps pour nous de découvrir également ceux qui sont à l'intérieur du pays. Tuseo, c'est un festival qui est ouvert à tous les artistes. Il suffit juste de se manifester»*, a-t-elle précisé.

Par ailleurs, la particularité de cette édition, c'est la participation du Niger ainsi que des personnes vivant avec handicap, notamment les sourds-muets qui ont déjà fait leur preuve lors de l'édition de 2013. Cette année, le festival met l'accent sur la formation. *«C'est pour la première fois qu'à Tuseo, nous recevons autant de monde, en termes de formation»,* a affirmé Lauryathe Bikouta.

De son coté, Régis Ségala a souligné que «l'objectif, c'est de renouer avec le public qu'on aurait pu perdre pendant deux ans. Il y a un défi à relever pendant ces trois prochains jours de festival». Il s'est dit optimiste quant à la réussite de l'événement.

Lauryathe Bikouta, directrice du Festival Tuseo.

Pendant trois jours, les artistes humoristes congolais vont partager la scène avec leurs collègues du Benin, de France, de la RD Congo, du Burkina-Faso et du Niger. Une rencontre entre artistes autour du rire et une occasion de partage d'expériences entre les nouveaux et les anciens. Les amoureux des spectacles comiques ont longtemps attendu la reprise de ce festival sur scène. Maintenant, ils sont servis.

Créé en 2004, le Festival international du rire de Brazzaville, Tuseo, est né de la volonté de Lauryathe Bikouta dans le but de donner une visibilité aux humoristes congolais évoluant au pays et qui peinent à exprimer leurs talents, par manque d'événements culturels dans leur domaine. L'édition de cette année met en exergue les spectacles d'artistes moins connus, lors d'un plateau spécial réservé aux participants de différents ateliers de formation animés par l'humoriste-conteur camerounais Saïdou Abatcha, invité d'honneur de cette édition.

Roland KOULOUNGOU

C.a.d (Centre d'actions pour le développement)

Libération de l'étudiante Chancélia Moulounda, une longue bataille judiciaire!

Etudiante à l'Université Marien Ngouabi, à Brazzaville, Chancélia Delfry Moulounda, (27 ans), est sortie de prison le jeudi 13 octobre 2022, après 20 mois (soit 616 jours) de privation arbitraire de liberté, entre la C.i.d (Centrale d'intelligence et de documentation) ex-D.g.s.t (Direction générale de la surveillance du territoire) où elle était en détention provisoire après son arrestation et la Maison d'arrêt de Brazzaville où elle avait été placée en détention préventive, après avoir été accusée de vouloir fomenter un plan de désobéissance civile pour renverser les institutions et empêcher la tenue de l'élection présidentielle de mars 2021. Il lui a été aussi reproché une *«haine envers le Chef de l'Etat»*

En effet, Chancélia Delfry Moulounda a été arrêtée le 5 février 2021, puis gardée à la C.i.d jusqu'au 25 février 2021, date à laquelle elle a été déférée devant le procureur de la République, qui a décidé de la procédure de crime flagrant et décerné un mandat de dépôt contre elle, pour des faits supposés d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat et détention illégale d'armes de guerre. Une incrimination non seulement hautement politique, mais aussi extrêmement grave.

L'arbitraire de la situation de cette jeune étudiante est resté méconnu du public jusqu'à la date du 2 février 2022, une année après son arrestation, quand son père rencontre, pour la première fois, le C.a.d (Centre d'actions pour le développement), sur conseil d'un greffier du Tribunal de grande instance de Brazzaville. Le C.a.d a brisé le silence et a réussi à attirer l'attention de l'opinion publique sur la situation de cette étudiante, à travers sa campagne, *«Libérez Chancélia Moulounda»,* lancée le 1er mars 2022. Ayant démontré l'arbitraire en fait et en droit qui entourait son incarcération, une tempête médiatique fut enclenchée. Voilà ce qui s'est passé depuis lors. Les grands moments de cette bataille judiciaire sont les suivants:

- nous avons saturé les réseaux sociaux avec nos affiches et vidéos, multiplié des rencontres avec des journalistes et réussi à donner une visibilité nationale et internationale à cette situation. La presse nationale et internationale a fortement communiqué sur la situation de cette étudiante;
- dans la foulée de cette tempête médiatique, ils ont été des milliers d'individus à travers le monde à prendre diverses initiatives et envoyer des messages aux autorités congolaises et à la communauté internationale, afin que cesse l'injustice dont était victime Chancélia Moulounda. Cette mobilisation n'a pas faibli;
- le 10 mars 2022, nous avons mobilisé les procédures spéciales et d'urgence des Nations unies, notamment le groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire. Plusieurs échanges ont eu lieu après;

Un visuel de la campagne du C.a.d sur la libération de Chancelia Moulounda.

- le 21 mars 2022, Chancélia Moulounda a écopé d'une interdiction de visites sous prétexte qu'elle orchestrait, depuis la prison, une campagne de dénigrement contre l'administration de la prison et contre les autorités. Pourtant, elle n'est pas responsable des actions des tiers qui se sont engagés pour sa cause. Un arbitraire supplémentaire que nous avons dénoncé;
- le 4 avril, le juge d'instruction en charge du dossier a rendu une ordonnance de refus de mise en liberté, 14 mois après la détention, sans apporter le moindre élément nouveau dans le dossier. Le 14 avril, au cours d'une conférence de presse, nous avons dénoncé cette ordonnance de justice et exigé la libération immédiate de Chancélia Moulounda;
- le 19 avril, le C.a.d et le Cercle uni pour les droits de l'homme et culture de paix (Cudhoc), deux organisations de défense des droits humains, ont porté plainte contre le juge d'instruction, au niveau du parquet général près la Cour suprême, pour détention arbitraire. La plus haute juridiction du pays ne nous a jamais répondu, malgré nos aller-retours. Dans les coulisses, nous avons appris que le juge d'instruction avait été interpellé;
- le 20 mai, le juge d'instruction a pris une nouvelle ordonnance prolongeant la détention de l'étudiante de deux mois, tandis que deux autres individus impliqués dans le même dossier bénéficiaient d'une mise en liberté provisoire. Nous avons conclu qu'il s'agissait là d'un acharnement pur et simple. Une forme de représailles, pour avoir cité en justice le juge d'instruction et autres magistrats;
- le 10 juin, nous avons organisé notre réunion stratégique sur la situation de cette étudiante au niveau de la Plateforme pour les droits humains et la démocratie. Nous avons décidé de rencontrer le général Jean-François Ndengué, une des personnalités influentes du système Sassou, pour lui faire jouer un rôle;
- le 14 juin, le général Jean-François Ndengué a reçu notre délégation à son bureau. Il a compati à la situation de l'étudiante et a accepté de jouer un rôle pour sa libération;
- le 17 juin, suite à la facilitation du général Jean-François Ndengué, le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Brazzaville nous a reçus, à son parquet. Nous avons eu un échange très cordial avec lui. Nous lui avons fait comprendre que la détention de l'étudiante posait un sérieux problème sur le plan humain et sur le plan légal. Nous lui avons également indiqué que la jeune étudiante ne présentait aucune menace pour le pouvoir. *«Je vais la libérer»,* nous a dit le procureur. Nous avons pris rendez-vous pour le mardi 21 juin;
- le même 17 juin, nous (plateforme) avons rencontré un haut magistrat au niveau de la Cour d'appel de Brazzaville. Pendant nos échanges, nous avons appris que les autorités judiciaires venaient de boucler un dossier relatif au désengorgement de la prison de Brazzaville, afin de faciliter le transfert, dans cette prison, des personnes sous mandats de dépôt, dans les commissariats de police et brigades de gendarmerie. Le nom de la jeune étudiante ne figurait pas sur la liste des personnes devant être libérées. Nous avons plaidé pour sa cause;
- le 18 juin, par personne interposée, Chancélia Moulounda nous a confirmé qu'elle a été approchée au sujet de sa libération. Malheureusement, sur les 200 personnes libérées, elle n'a pas bénéficié de cette mesure;
- le 27 juin, le juge d'instruction conclut son instruction par une ordonnance de non-lieu partiel. Il a retenu l'accusation d'*«atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat»* et annulé celle de la *«détention illégale d'armes et munitions de guerre»*. Le même jour, le C.a.d a engagé le cabinet d'avocat Yvon Eric Ibouanga. Ce dernier a fait appel de cette décision, le 4 juillet, et saisi le procureur général près la Cour d'appel;
- août et septembre marquaient les vacances judiciaires. L'activité judiciaire était complètement ralentie. Cependant, dans la même période, nous avons multiplié des rencontres avec des officiels. Le 29 août, nous avons été un peu rassurés, en apprenant l'existence des réquisitions du procureur général près la Cour d'appel, favorables pour la libération de la jeune étudiante. Il fallait attendre la reprise de l'activité judiciaire pour que la chambre d'accusation se prononce;
- le 12 octobre, la chambre d'accusation s'est prononcée en faveur de la libération provisoire de Chancélia Moulounda. Le 13 octobre, elle est sortie de la prison.

Nous avons reçu un nombre conséquent d'appels téléphoniques et messages en rapport avec la campagne «Libérez Chancélia Moulounda». Cela montre à quel point cette campagne a été suivie. Nous, Plateforme pour les droits humains et la démocratie, ne sommes pas seuls. Tout ceci ne serait pas atteint sans vous. Vous vous êtes mobilisés par milliers pour dénoncer cette injustice. Toute notre gratitude pour le chemin que nous avons fait ensemble. Cette victoire est aussi la vôtre. Nous espérons que Chancélia Moulounda pourra regagner le chemin de l'Université et terminer ses études de master en langues et littérature française.

(Document du CAD; titre est de la rédaction)

PROPOS D'éTAPE

Pool aux œufs d'or

Mais non, ça ne va pas recommencer!

Ils sont tranquilles là-bas. Et sans dire un seul mot, comme le dit si bien Kipling, ils se sont mis à rebâtir, à cultiver, bref, à revivre. Les affres des temps anciens s'estompent peu-à-peu et le vivre ensemble a remodelé leurs pensées. Mais, voilà que certains croient que le pool (ailler) existe toujours, avec ses œufs en or, c'est-à-dire, tous les moyens frauduleux pour s'enrichir. Ils y font des coups-de-feu pour dévaliser les voyageurs, terroriser les populations, créer une psychose et réveiller les vieux démons de la discorde.

C'est dépassé, ça! Aucun département n'est une poule aux œufs d'or pour les malfrats. On a, tous, bien compris ce petit jeu. C'est fini, il n'y a plus de Pool aux œufs d'or. Et, tous ceux qui mangent les œufs du Pool, savent-ils que le Pool a mal au derrière, pour paraphraser un proverbe martiniquais?

La fable de la poule aux œufs d'or est très explicite. A force de vouloir s'enrichir très vite, on tue la poule et, par ce fait, on supprime la source de la richesse. Les petits coups-de-main de tous ceux, quels qu'ils soient, pensent s'enrichir sur le dos des populations, quelles qu'elles soient, d'abord, n'honorent pas leurs auteurs, ensuite doivent être punis comme il se doit.

L'heure n'est plus à la rapine, au pillage et au braquage. L'heure est au travail, à la considération de soi, au respect de la population, au respect du travail des autres, au respect de la Nation.

Dès lors, il importe que la Nation apprenne à ces troublions la nécessité de se prendre en main; qu'elle leur donne les moyens de sortir du carcan de la vie facile sur le dos des autres, celle qui jette l'opprobre sur la réputation des corps constitués nationaux ou sur la respectabilité des quelques notables. Ceux-ci ont un travail politique et pédagogique à faire auprès de leurs affidés, pour leur expliquer que les temps nouveaux sont arrivés; que la société congolaise aspire à l'universel par des nouveaux comportements. Il faut que cesse l'habitude de prendre les populations pour des caisses de financement des dépenses personnelles. Et la puissance de l'Etat doit le faire savoir, par tous les moyens.

Prométhée

(Suite de la page 3)

nationaux et plus de 21 ministres de pays africains et du reste du monde. Au programme: tables rondes, forums d'investisseurs, fonctions de réseautage et cérémonies de signature d'accords couvrant l'ensemble du secteur et de la chaîne de valeur de l'énergie en Afrique.

Pour Bruno Jean Richard Itoua, c'était l'occasion d'affirmer l'idée du plan global pour résoudre les problèmes énergétiques. *«Nous aurons, d'ici-là, la Cop27. L'Afrique doit être le point de départ, pour avoir un plan énergétique africain. Et c'est important d'avoir une voix africaine, une seule voix, pour dire ce que nous pensons, ce que nous voulons, ce que nous souhaiterions pour nos populations. En utilisant nos chercheurs, et nos ressources, et spécialement dans le domaine de l'huile et du gaz. Ça n'a pas de sens d'avoir autant de chercheurs dans le domaine de l'huile et du gaz et d'exporter ces ressources justement, et que cela ne serve qu'à développer les pays à l'étranger, et que nous sommes en train de voir les mêmes valeurs, 600 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'énergie, ça n'a pas de sens d'avoir autant de gaz à disposition. Chaque jour, nous sommes en train de découvrir des pays qui ont des ressources gazières. Je pense que le dernier pays qui a découvert cela, c'était la Namibie, il y avait la Côte d'Ivoire, le Sénégal et ainsi de suite. Ayant de pleines potentialités en gaz, nous sommes toujours en train de dire que nous avons 900 millions de personnes qui n'ont pas accès au gaz de cuisson. Il est important de faire un progrès, de façon à pouvoir affronter la sécurité énergétique et de réellement trouver des solutions à ces problèmes de pauvreté énergétique»,* a-t-il affirmé, lors de la cérémonie d'ouverture. Un moment marqué notamment par les interventions, en visio-conférence, des Présidents Yoweri Museveni (Ouganda), et Filipe Nyusi (Mozambique).

A signaler que l'un des temps forts de la deuxième édition de la Semaine africaine de l'énergie a été la remise du Prix Mohammed Barkindo (du nom du l'ancien secrétaire général de l'Opep, de nationalité nigériane, décédé quelques mois après la fin de son mandat) au ministre Bruno Jean-Richard Itoua (voir notre précédente édition). Le président de la conférence ministérielle de l'Opep a été distingué pour ses œuvres dans le secteur des hydrocarbures. La distinction lui a été remise par le secrétaire général de l'Opep, le Koweïtien Haitham Al-Ghais.

Nana KABA

R.d.p.s (Rassemblement pour la démocratie et le progrès social)

Développer les stratégies permettant de construire les victoires de demain

Le 19 octobre 2022, le R.d.p.s (Rassemblement pour la démocratie et le progrès social), a célébré ses 32 ans d'existence. A cette occasion, le président de ce parti, Jean-Marc Thystère-Tchicaya, actuel ministre des Zes (Zones économiques spéciales) et de la diversification économique, a prononcé une allocution qui a, entre autres, rappelé le parcours de ce parti social-démocrate créé par Jean-Pierre Thystère-Tchicaya. Au regard des résultats obtenus aux dernières élections législatives et locales, le président du R.d.p.s a appelé ses cadres et militants à ne pas céder au scepticisme. Il promet de développer des stratégies qui vont permettre au parti de construire les victoires de demain. Ci-après un large extrait de son allocution.

«Durant ces 32 années, nous avons vu se transformer, sous nos yeux, les premiers balbutiements de la démocratie dans notre pays, tout en essayant, du mieux que nous pouvions, avec notre encrage qui n'a jamais fait défaut à la majorité présidentielle depuis l'an 2000, de relever les défis de la démocratie.

Conformément à sa ligne politique fondée sur le rejet de la violence sous toutes ses formes, le R.d.p.s s'est impliqué dans l'aboutissement heureux de tous les conflits qui ont secoué notre pays, dans les années 90. L'intérêt supérieur de la Nation et le dialogue restent, pour le R.d.p.s, les deux leviers essentiels dans le règlement des conflits.

Nous noterons la participation du parti à tous les grands moments de la vie de la Nation, à savoir la Conférence nationale souveraine de 1991, le règlement de la crise politique de 1993, les travaux préparatoires sur l'engagement solennel des partis politiques du 30 mai 1997, en présence de Monsieur Federico Mayor, directeur général de l'Unesco, la participation aux médiations nationales et internationales de Libreville, suite à la crise politico-militaire du 5 juin 1997, la participation au Forum pour la paix, la reconstruction et la réconciliation nationale, le dialogue national sans exclusive, la concertation de Libreville.

Jean-Marc Thystère-Tchicaya, président du R.d.p.s.

Pour donner plus de contenu à la gouvernance électorale et à l'évolution des institutions de la République, nous avons pris une part active à toutes les concertations nationales, notamment Brazzaville en 2009, Ewo en 2011, Dolisie en 2013, Sibiti en 2015, Ouesso en 2016, Madingou en 2020 et Owando en 2022.

Après la disparition du président Jean-Pierre Thystère-Tchicaya en 2008, le parti s'est retrouvé avec deux courants. Cette crise a été résorbée en interne, en janvier 2012, avec la mise en place du cadre consensuel de concertation et de prise de décisions politiques, qui a consacré la réunification du parti.

De sa création à ce jour, le R.d.p.s a organisé trois congrès ordinaires et un congrès extraordinaire. Au cours de ces grands moments de la vie de notre parti, nous avons fait évoluer les organes supérieurs, intermédiaires et de base ainsi que les organisations spécialisées que sont le Rassemblement des femmes démocrates (R.f.d.) et la Jeunesse du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (J.r.d.p.s).

Pour mesurer notre poids électoral, nous avons pris part à toutes les échéances électorales organisées dans notre pays, avec des fortunes diverses. Il sied de rappeler qu'à la faveur de toutes ces élections, le R.d.p.s a toujours occupé une place de choix dans les douze départements de notre pays. Ce qui traduit notre envergure nationale. Les résultats obtenus lors des élections peuvent évoluer en spirale et donnent parfois l'impression de recule ou de stagnation. Ces moments ne devraient pas déboucher sur le doute ou le scepticisme. Je prends l'engagement que la prochaine session du Bureau politique du parti, prévue en novembre 2022, examinera, sans complaisance et sans passion, la vie du parti et les résultats des dernières échéances électorales. Ceci pour développer les stratégies qui devraient nous permettre, à termes, de nous organiser davantage, pour construire les victoires de demain».

Propos retranscrits par Narcisse MAVOUNGOU

Fédération P.c.t Europe

Guy Anatole Elenga porté à la présidence du secrétariat fédéral

La Fédération P.c.t Europe (Parti congolais du travail) a tenu son assemblée générale, le samedi 22 octobre 2022, à Paris, sous le patronage Gabriel Ondongo, secrétaire à l'organisation et à la mobilisation du secrétariat permanent du P.c.t, que secondait …… venus de Brazzaville. Cette rencontre a abouti à la mise en place d'un secrétariat fédéral de onze membres et d'une commission fédérale de contrôle et d'évaluation

Le présidium pendant l'assemblée générale.

de sept. Guy Anatole Elenga, avocat de profession, a été porté à la présidence du secrétariat fédéral. Les autres membres sont:

- Franck Gandziri, secrétaire à l'organisation et à la mobilisation;
- Alain Poaty, secrétaire aux affaires électorales;
- Salomon Babemdzé, secrétaire à l'éducation et ressources humaines;
- Rinala Aya, secrétaire à la justice et des droits de l'homme;
- Charles Kombo, secrétaire aux affaires économiques;
- Guy Taty, secrétaire à la communication et aux technologies de l'information;
- Sosthène Alphonse Palamawa, secrétaire à l'administration, aux finances, à l'équipement et au patrimoine;
- François Kythouca, secrétaire à la culture, à la jeunesse, au civisme et aux sports;
- Patrick Obami Itou, secrétaire à l'environnement et au développement durable;
- Léa Mokoko, secrétaire à la condition féminine, à l'enfance et à la famille.

La Commission de contrôle et d'évaluation est, quant à elle, composé comme suit:
- Président: Jean Makoundou;
- Vice-Président: Alphonse Mané Batchi;
- Secrétaire: Viviane Koumou;
- Membres: Félix Malonga et Jeanine Ipemba.

8ème assemblée générale du Fige à Kintélé

Elu pour deux ans, Germain Kiamba entend redynamiser l'organisation panafricaine

Ouverts le 19 octobre 2022, par le Premier ministre Anatole Collinet Makosso, les travaux de la 8ème assemblée générale et du 9ème colloque international du Fige (Forum générale des inspections générales d'Etat d'Afrique) et institutions assimilées ont été clôturés le 21 octobre dernier, au Centre international des conférences de Kintélé, commune du Département du Pool, voisine de Brazzaville. Procédant au renouvellement des instances dirigeantes de leur organisation, les participants ont élu l'inspecteur général d'Etat du Congo, Germain Kiamba, au poste de président du Comité directeur du Fige, pour un mandant de deux ans. Il succède au Mauritanien Hassen Ould Zein, inspecteur général d'Etat de Mauritanie.

Le rendez-vous brazzavillois des inspecteurs généraux d'Etat venus de 21 pays d'Afrique était placé sous le thème: *«Les institutions supérieures de contrôle administratif face aux défis de la bonne gouvernance»*. Il a eu pour but non seulement de faire avancer le F.i.g.e dans son organisation et son fonctionnement, mais aussi de l'élargir grâce à l'adhésion de six nouveaux membres.

Trois jours durant, les 25 institutions représentées à la 8ème assemblée générale étaient réunis autour d'une table, pour échanger sur le futur de leur organisation et surtout de son rôle dans la promotion de la bonne gouvernance au sein du continent.

A l'issue de ces assises, une série de résolutions et de recommandations visant à renforcer la gouvernance du Fige et à le doter d'instruments nécessaires pour son efficacité ont été prises. Au nombre de ces recommandations se trouvent la nécessité de mettre en place des manuels et un guide d'intervention ainsi qu'un code déontologique au sein des institutions membres. Par ailleurs, en ce qui concerne le fonctionnement, les membres redevables de cotisations ont été appelés à apurer leurs arriérés, tout comme de liquider la contribution exceptionnelle de l'institut du Fige.

Germain Kiamba.

Les participants ont également adopté de nouveaux statuts et règlement intérieur du forum, arrêté le budget pour les deux prochaines années et enfin fixé les montants des cotisations que devrait s'acquitter chaque membre. Il en est de même pour l'institut du Fige dont les textes fondamentaux ont été pris, le budget annuel fixé et les cotisations déterminées. L'institut du Fige, dont le siège se trouve à Abidjan, en Côte-d'Ivoire, est une école de formation des contrôleurs d'Etat des pays membres de ladite organisation.

Conscient de la lourde responsabilité qui est la sienne, Germain Kiamba, dans son mot de clôture, a placé son mandat sous le signe de la redynamisation du Fige. Il s'est dit déterminé à contribuer à l'harmonisation des méthodes de travail au sein de l'ensemble des institutions supérieures de contrôle, à la vulgarisation des normes professionnelles et à l'évaluation des institutions de contrôle par les pairs.

Le Fige est une organisation panafricaine, créée en 2006, à Djibouti où il a son siège. Il réunit 27 institutions d'inspection d'Etat issues de 21 pays. Son objectif est de développer les métiers d'inspection générale d'Etat, de réaliser des investigations, des audits des services publics et faire l'évaluation de l'action publique en matière de gestion financière. Elle définit également les normes professionnelles de travail adaptées à l'évolution de la gouvernance publique.

Urbain NZABANI

Vie des partis

Rien ne va plus à l'U.d.h-Yuki: la hache de guerre est déterrée!

Après la réconciliation scellée en avril 2022, le torchon brûle de nouveau à l'U.d.h-Yuki (Union des démocrates humanistes). Après les élections législatives et locales de juillet dernier, dont il est sorti avec sept députés, le parti fondé par feu Guy-Brice Parfait Kolélas et situé à l'opposition est de nouveau secoué par une crise interne qui oppose le premier vice-président, président par intérim, Pascal Ngouanou, au député de la première circonscription de Makélékélé, Gérald Lone Bambi-Goma, président du groupe parlementaire U.d.h-Yuki à l'assemblée nationale. Michel Mampouya et Ludovic Miyouna tentent de jouer aux sapieurs-pompiers, suivant le rôle qui leur est reconnu, mais la tension persiste et prend même des contours surprenants.

Et oui, diminué par la maladie, le président par intérim de l'U.d.h-Yuki, Pascal Ngouanou, aurait carrément recouru à la justice, contre les proches de Gérald Lone Bambi Goma qui lui rendent la vie difficile. Il aurait porté plainte contre des militants, notamment Saturnin Loukemba Nkouka, Jean-Marc Loumouamou Banzouzi et une trentaine d'autres qu'il accuse de violation de domicile, de menaces et d'agression verbale.

Et pour cause, le 14 octobre dernier, ils s'étaient rendus à son domicile, au quartier Sangolo, dans le 8ème arrondissement Madibou, à Brazzaville, pour l'accuser de détournement des fonds du parti pour un montant de 45 millions de francs Cfa et de trahison du parti pour avoir écrit un courrier au secrétaire général du P.c.t (Parti congolais du travail), le parti au pouvoir, au sujet de la présidence du groupe parlementaire de l'U.d.h-Yuki à l'assemblée nationale.

Pascal Ngouanou.

Gérald Lone Bambi Goma.

Pascal Ngouanou accuse le député Bambi Goma d'être derrière cette agitation, pour son ambition de briguer la présidence du parti lors du congrès. Les bureaux du siège du parti au quartier Mpissa, à Bacongo, auraient été barricadés.

Du côté de Gérald Lone Bambi-Goma, il ne s'agit ni plus ni moins que de l'opposition à la reprise des méthodes autoritaristes de gestion du parti par le président par intérim. Il lui reproche de prendre seul les décisions, en mettant en avant le Bureau politique, sans le réunir. Ainsi, les décisions sont prises par le président par intérim, à la grande surprise des membres du Bureau politique et des militants. Pourtant, la charte de la réconciliation signée en avril dernier l'oblige à une démarche consensuelle dans la prise des décisions du parti.

De même, après les élections législatives et locales de juillet dernier, que le parti a abordées de manière unie, l'événement en ligne de mire, est maintenant le congrès, pour permettre au parti de mettre en place ses instances dirigeantes, conformément à ses textes fondamentaux.

Enfin, il y a la gestion des fonds du parti. Pascal Ngouanou et le député Joseph Badiabio, le financier, sont accusés de n'avoir pas justifié l'argent recueillis par les cotisations des élus, depuis la disparition du président-fondateur. C'est devenu une question houleuse au sein de l'U.d.h-Yuki où les militants exigent que la lumière soit faite sur ces fonds. En attendant, les élus ont suspendu les quotes-parts de leurs émoluments parlementaires qu'ils reversent au parti. Voilà la crise qui secoue de nouveau l'U.d.h-Yuki. La balle est du côté de Michel Mampouya et Ludovic Miyouna, les sapeurs-pompiers officiels de l'U.d.h-Yuki, pour éteindre les flammes qui risquent de prendre de l'ampleur.

Jean-Clotaire DIATOU

SNPC DISTRIBUTION

COMMUNIQUE

La filiale distribution du groupe SNPC informe le grand public qu'elle lance un appel à candidatures sur son nouvelle offre gaz dans la ville de Pointe Noire.

En effet, depuis Janvier 2021 la SNPC D a étendu son offre de service avec la commercialisation des bouteilles de GPL principalement sur Pointe Noire pour l'instant. Après une phase test d'une année et la création d'un cahier des charges adaptés aux commerçants, la SNPC D offre aujourd'hui la possibilité aux personnes souhaitant ouvrir un dépôt gaz de bénéficier de son expertise et son accompagnement dans le domaine. Vous êtes commerçants ? indépendants? rigoureux et aimez les challenges au quotidien? Devenez partenaire SNPC Distribution en ouvrant votre propre dépôt gaz. Pour ce faire, déposez à l'agence SNPC D Pointe-Noire sise au 115 Boulevard Charles de Gaulle votre dossier de candidature comprenant:

- Une lettre de demande a l'attention du directeur général SNPC D
-La localisation souhaitée pour le point de vente
- L'autorisation de revente de GPL (via le Ministère des hydrocarbures)
-Le dossier fiscal (Régistre du Commerce, NIU, Patente en cours)
- La somme de 3 200 000 xaf correspondant à l'apport initial pour l'achat des bouteilles.

La date limite des dépôts de candidatures est fixée au 7 Novembre 2022.

Confejes (Confédération des ministres de la jeunesse et des sports de la francophonie)

Dix jeunes entrepreneurs congolais bénéficient de fonds pour lancer leurs projets

En visite de travail à Brazzaville, Mme Louisette Renée Thobi Etamé-Ndedi, de nationalité camerounaise, secrétaire générale de la Confejes (Confédération des ministres de la jeunesse et des sports de la francophonie), a procédé, vendredi 20 octobre 2022, à la remise des subventions du programme consacré au démarrage des projets de dix jeunes entrepreneurs congolais. La cérémonie s'est déroulée sous le patronage de Hugues Ngouélondélé, ministre des sports, de l'éducation civique, de la formation qualifiante et de l'emploi.

Le ministre Ngouélondélé accueillant la secrétaire générale de la Confejes à son cabinet.

Les dix jeunes entrepreneurs ayant bénéficié du soutien financier de la Confejes pour le démarrage de leurs projets avaient suivi, du 8 au 18 juin 2022, une session de formation organisée par la Confejes, en partenariat avec le Ministère de la jeunesse, des sports, de l'éducation civique, de la formation qualifiante et de l'emploi. Cette formation portait sur les outils du programme pour la formation de l'entreprenariat des jeunes, dans le cadre de la recherche des solutions liées à la problématique de leur autonomisation. Suite à cette formation, 50 jeunes étaient sélectionnés au départ dont les projets étaient transmis à la Confejes pour validation. A l'issue de la délibération, 10 jeunes entrepreneurs congolais ont vu leurs projets être retenus. Ils ont ainsi bénéficié des subventions allant de 1.695.000 F Cfa à 2.841430 F Cfa, pour une enveloppe totale de 19.976.500 F Cfa.

Après la remise cérémoniale des chèques, représentant les montants reçus, le ministre Ngouélondélé a félicité les bénéficiaires et les a exhortés au travail, *«pour concrétiser leurs projets, avec pour objectif de figurer parmi les lauréats du concours du meilleur jeune entrepreneur de l'année, à l'occasion de la 39ème session ministérielle de la Confejes qui se tiendra à Brazzaville, du 20 au 25 mars 2023».*

Mme Louisette Renée Thobi Etamé-Ndedi a, quant à elle, appelé la jeunesse congolaise à continuer à faire confiance au gouvernement et à chercher toutes les issues qui s'offrent à elle, pour développer l'entreprenariat. Elle a insisté sur le fait qu'il s'agit là des montants pour leur permettre de démarrer leurs projets. Raison pour laquelle elle a invité le gouvernement à accompagner ces jeunes, en mettant en place des mécanismes de facilitation, pour qu'ils puissent aisément mener à bien leurs projets et favoriser leur insertion socio-professionnelle.

Les jeunes entrepreneurs ont prononcé un mot de remerciement par la voix de Pascaline Exaucée Fouti Kilendé. Au nom de ses collègues, celle-ci a pris l'engagement de donner le meilleur d'eux-mêmes pour réussir leurs projets d'entreprises. L'entreprenariat est un chemin difficile, mais c'est le moment de souhaiter bon vent à ces jeunes compatriotes qui se prennent en charge, en lançant leurs projets d'entreprises.

Créée en décembre 1969, à Dakar, au Sénégal, où se trouve son siège, la Confejes aide les États membres de la Francophonie, dans leurs efforts de formation et de renforcement des capacités, dans les domaines de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Luze Ernest BAKALA

C.n.t.r (Commission nationale de transparence et de responsabilité…)

Deux enquêtes prouvent le manque de transparence dans la gestion financière

La C.n.t.r (Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques) a tenu, du 18 au 27 octobre 2022, sa deuxième session ordinaire, au Ministère de la justice et des droits humains, à Brazzaville. C'est son président Joseph Mana Fouafoua qui a ouvert les travaux de cette session, en présence de deux ministres, Jean-Luc Mouthou, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé et le ministre délégué Joseph Luc Okio. Dans la mise en œuvre de son plan d'action de 2022, la C.n.t.r a réalisé deux enquêtes diagnostiques et une mission d'information. Les deux enquêtes, qui concernent les départements ministériels des deux ministres présents, ont prouvé qu'il y a un manque de transparence dans la gestion financière de l'Etat.

La première enquête de la C.n.t.r a porté sur le Fonds covid-19 et le Fonds national de solidarité. Il s'agissait d'auditer les niveaux de transparence et de responsabilité atteints dans la gestion de ces fonds concernant la lutte contre la pandémie de covid-19, à partir de 2020. Cette enquête s'est poursuivie au cours de la deuxième session de la C.n.t.r. Mais, la commission a estimé qu'elle pouvait déjà se prononcer à mi-parcours, sur les constats rapportés. *«Il est à noter, cependant, que l'urgence des mesures mises en place pour lutter contre la covid-19 a relégué au second plan l'exigence de transparence et de responsabilité dans la gestion des ressources mobilisées dans cette lutte. On constate que des structures et mécanismes de gestion peu orthodoxes ont été créées, pour gérer les moyens matériels et financiers mobilisés. La non-conformité à la règlementation en vigueur desdites structures et mécanismes a conduit à des pratiques également peu orthodoxes concernant la gestion des moyens»,* a déploré Joseph Mana Fouafoua, le président de la C.n.t.r.

Photo de famille des membres de la C.n.t.r et des invités de marque à l'issue de la cérémonie d'ouverture de la deuxième session.

La deuxième enquête s'est focalisée sur la gestion des subventions publiques et autres fonds mis à la disposition des départements ministériels en charge des enseignements, pour la période allant de 2019 à 2021. Cette enquête se poursuivra à l'issue des assises de la deuxième session. Le constat à mi-parcours révèle ce qui suit: sur le plan règlementaire et structurel, on déplore d'une part une gestion financière centralisée au niveau des cabinets ministériels, au détriment des directions techniques et établissements scolaires.

D'autre part, il apparaît des directions techniques créées au sein des cabinets ministériels, sans aucune base légale. La gestion des enveloppes spéciales allouées lors des rentrées scolaires, des frais d'inscription aux examens et de participation aux différents concours d'Etat est révélatrice de ce manque de transparence et de responsabilité. Aucun rapport financier ne sanctionne l'exécution des crédits alloués lors de la rentrée scolaire et de l'utilisation des frais d'inscription aux examens et concours d'Etat. Ce constat est plus perceptible à l'Université Marien Ngouabi.

Par ailleurs, l'enquête épingle le partenariat du gouvernement avec l'Apeec (Association des parents d'élèves et étudiants du Congo) qui privilégie des préoccupations financières. *«La gratuité de l'école est mise à mal par la convention signée entre l'Etat et l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo, avec pour conséquence de donner l'impression que l'Etat s'est désengagé du financement du fonctionnement de l'école»*, a fait remarquer Joseph Mana Fouafoua.

A propos de la mission d'information, il s'agissait, pour la commission, de connaître les contours du partenariat de l'Etat avec la L.c.b Bank et sur les conditions de résiliation de ce partenariat. Un constat s'est dégagé. Depuis la fin de ce partenariat, un compte du Ministère en charge des finances est resté créditeur dans les livres de la L.c.b Bank et il n'a pas été mis sous séquestre; avec le risque que des mouvements se fassent dans ce compte, à l'insu du gouvernement.

Toutes les missions menées font l'objet de rapports détaillés qui seront soumis à la perspicacité des membres de la commission, assortis de recommandations au cours de cette deuxième session. *«Pour notre jeune institution, la tâche est rude, le chemin est long, mais peu-à-peu, nous nous imposons dans l'architecture générale de la qualité du contrôle et de l'amélioration de la gouvernance publique»,* a déclaré le président de la C.n.t.r.

Autant de défis à relever pour la C.n.t.r, structure appelée à promouvoir la transparence et l'orthodoxie financière dans la gestion financière de l'Etat. Car, avec le laisser-aller et le manque de contrôle, les hauts cadres de l'Etat ont fini par créer une véritable culture de prédation des fonds publics, pénalisant les structures publiques qui, de plus en plus, manquent de budgets pour remplir leurs missions.

Au cours de cette session qui s'est achevée jeudi 27 octobre, il a été question de poursuivre les objectifs fixés dans les recommandations émises lors de la première session ordinaire; d'examiner et de consolider le projet d'élaboration d'un plan d'action stratégique pluriannuel avec le P.r.i.s.p (Projet de réformes intégrées dans le secteur public); mettre en œuvre le plan de communication de la commission; poursuivre les missions d'enquête diagnostiques de terrain, en pointant cette fois-ci les sociétés du portefeuille public.

A cela s'ajoute l'observation des critères freinant le basculement du mode de budget des moyens en budget programme, en lien avec les ministères des finances et du budget. Dans sa mission d'organe de transparence, la C.n.t.r vient de se doter d'un numéro de téléphone vert, le 4748, dont l'implémentation est en cours auprès des deux sociétés de téléphonie mobile, M.t.n et Airtel. Les citoyens pourront ainsi alerter la commission, sur les faits de corruption, de détournement de fonds, d'enrichissement illicite, de manque de transparence dans la gestion financière de l'Etat, etc.

Urbain NZABANI

C.c.f (Conseil consultatif de la femme)

Antoinette Kébi plaide pour l'ouverture d'un lycée à l'Institut des jeunes sourds

Dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la fille, commémorée le 11 octobre de l'année, la secrétaire exécutive du C.c.f (Conseil consultatif de la femme), Mme Antoinette Kébi, a échangé avec les filles de l'I.j.s (Institut des jeunes sourds) de Brazzaville, le jeudi 13 octobre 2022. Au cours de cette rencontre, il s'est agi tout particulièrement des conditions d'apprentissage dans cet institut dont la formation ne s'arrête qu'à l'enseignement secondaire premier degré, c'est-à-dire le collège. Face à cette situation, Mme Kébi a plaidé pour l'ouverture d'un lycée dans cet institut.

Célébrée en différé à l'I.j.s (Institut des jeunes sourds) de Brazzaville, la journée internationale de la fille était l'occasion, pour les membres du C.c.f (Conseil consultatif de la femme) d'édifier les filles vivant avec surdité sur leurs droits et devoirs dans la société. Après une communication sur le rôle de l'I.j.s et la projection d'un film documentaire sur les violences faites aux filles en milieu scolaire, l'échange entre Mme Antoinette Kebi et les filles sourdes-muettes s'est focalisé sur les conditions d'apprentissage dans cet institut.

Phot de famille de Mme Kébi avec les élèves sourdes.

On note que l'I.j.s accuse un déficit d'enseignants spécialisés, une insuffisance de matériel didactique pour les séances pratiques et, enfin, un manque de bus pour le transport des élèves à la sortie des cours. Une situation qui contraint les parents d'élèves à demeurer en permanence à l'institut, pour attendre la sortie de leurs enfants, afin de les reconduire à la maison. Toutefois, la principale préoccupation des élèves demeure l'impossibilité, pour eux, de poursuivre leur scolarité au-delà du collège, puisque la formation dans cet institut ne s'arrête qu'après l'obtention d'un brevet technique.

Pour la secrétaire exécutive du C.c.f, l'Institut des jeunes sourds a été, pour son institution, une révélation. *«Nous avons vu des enfants très dynamiques, qui veulent participer au développement de leur pays. Mais qui, malheureusement, sont confrontés à des difficultés structurelles. On ne peut pas imaginer qu'à partir du brevet d'études techniques, aucun enfant ne peut poursuivre sa scolarité»,* a-t-elle déploré, tout en assurant traduire en plaidoyer la situation de ce centre d'apprentissage auprès du Président de la République.

Urbain NZABANI

Projet Durquap (Brazzaville et Pointe-Noire)

Formation des comités de gestion et de développement communautaire

Les membres des comités de gestion et de développement communautaire des agglomérations bénéficiaires des ouvrages construits par le Projet Durquap (Développement urbain et de restructuration des quartiers précaires) sont en formation sur la gestion des infrastructures sociales de base, simultanément à Brazzaville et à Pointe-Noire. Cette formation, qui a démarré le 10 octobre, a prévu sa clôture le 28 octobre 2022. L'objectif visé est de renforcer l'autonomisation des comités de gestion et de développement communautaire, pour pérenniser les acquis de Durquap.

Vue d'une partie des participants pendant les travaux.

La formation initiée par le Projet Durquap et mis en œuvre par le Cabinet conseil d'accompagnement des projets de développement des territoires est tenue grâce à l'appui de l'A.d.l, une organisation d'appui aux initiatives de développement local. A Brazzaville, la formation, qui compte 28 participants, se déroule à l'auberge du Poste de l'Armée du salut du Plateau des 15 ans, dans le quatrième arrondissement, Moungali. Ils sont venus des deux comités de gestion installés dans les quartiers Moukoundzi-Ngouaka, à Makélékélé, le premier arrondissement, et Sukissa, à Ouenzé, le cinquième arrondissement.

A Pointe-Noire, le Projet Durquap a réalisé des infrastructures dans les quartiers Mboukou, dans le troisième arrondissement Tié-Tié, et Tchiniambi, dans le quatrième arrondissement, Loandjili. Dans les deux villes, ces quartiers pilotes ont eu des voiries restructurées et aménagées, avec des rues pavées qui font la fierté des citadins de ces quartiers, aujourd'hui urbanisés. Dans certaines rues, on voit même fleurir des commerces. Ce qui apporte des revenus aux concernés.

Pour s'assurer la maîtrise des besoins en matière de pérennisation de ces infrastructures publiques d'intérêt communautaire, le Projet Durquap avait mis en place des comités de gestion. C'est ainsi que la formation est axée sur des modules comme la gouvernance associative, les activités génératrices de revenus, la gestion des infrastructures et de l'environnement. Jean-Jacques Sounda, président de la commission suivi et évaluation du Comité de gestion du quartier 58, Sukissa, à Ouenzé, s'est exprimé en ces termes: *«Cette formation vise à former des formateurs dans le cadre du Projet Durquap, pour les déployer au niveau de nos quartiers, afin de leur permettre d'aller former, informer et sensibiliser les populations, par exemple, sur les activités génératrices de revenus, pour consolider les acquis réalisés. En réalité, au quartier Sukissa, les populations reconnaissent que Durquap est un projet qui est bien pour nous et qui a bien commencé. Mais, elles souhaitent que celui-ci puisse continuer, parce que le nombre des voies pavées ne suffit pas. Il faudrait en ajouter».*

Rappelons que Durquap est un projet conjoint du gouvernement et de la Banque mondiale, financé à hauteur de 44,304 milliards de francs Cfa. Ce projet, dans sa première phase, a eu pour objectif d'améliorer l'accès aux infrastructures et services de base, pour les populations vivant dans les quartiers précaires de Brazzaville et de Pointe-Noire. Son extension est souhaitée par les citadins des deux villes, au regard de ce qui a été fait dans les quartiers pilotes. Les écoles réhabilitées et modernisées (La Sorbonne à Moukoundzi-Ngouaka, à Brazzaville et Pambou Benjamin de Mboukou, à Pointe-Noire) donnent l'exemple de ce que les écoles devraient être au Congo.

Martin BALOUATA MALEKA

Journée mondiale contre la polio

La poliomyélite est une infection virale à laquelle le Congo est toujours exposée

Instituée à l'initiative du Rotary international et ses nombreux partenaires à travers le monde, grâce à la mobilisation de l'O.m.s (Organisation mondiale de la santé), l'Unicef et des O.n.gs internationales, la journée mondiale contre la polio, célébrée le 24 octobre de chaque année, a permis de mener des actions qui, depuis 25 ans, ont permis d'obtenir des résultats spectaculaires dans le recul de cette maladie. Un monde sans polio n'est plus un rêve, on y est presque.

La vacination, seul moyen de lutte contre la polio.

Au début des années 90, la poliomyélite touchait 350.000 personnes par an dans 125 pays. Elle était encore une des maladies les plus redoutées, paralysant des milliers d'enfants tous les ans et provoquant de nombreux décès. Depuis cette époque, les campagnes de vaccination ont permis de faire reculer le fléau et on observe un déclin rapide. De nombreuses zones de la planète sont débarrassées presque complètement de la maladie.

Il reste encore des points noirs, avec trois pays qui constituent des foyers de résistance à la polio. Il s'agit du Nigéria, du Pakistan et de l'Afghanistan. Les efforts entrepris doivent y être poursuivis, pour arriver à une disparition totale de la maladie.

La République du Congo n'est pas épargnée par la poliomyélite. En novembre 2010, le gouvernement avait dû organiser, avec l'appui de l'O.m.s, l'Unicef, Rotary international, M.s.f (Médecins sans frontières) et du C.d.c-Atlanta (Centre pour le contrôle et la prévention des maladies), une vaste campagne de vaccination dans les Départements de Pointe-Noire, Kouilou, Niari et Bouenza, après la détection du poliovirus sauvage de type 1, suite à des investigations en rapport avec l'épidémie qui s'était déclarée notamment dans la ville de Pointe-Noire. Quelque 150 personnes étaient mortes en octobre et 330 cas de paralysie flasque aiguë étaient enregistrés. Grâce à la vaccination de masse ciblant plus de 3 millions de personnes de tous âges, la flambée de l'épidémie de polio était enrayée.

En mai 2021, le gouvernement, toujours avec l'appui de ses partenaires traditionnels dans la lutte contre la polio, avait de nouveau organiser une campagne de vaccination ciblant les enfants âgés de 0 à 5 ans dans l'ensemble du pays, pour éradiquer le poliovirus non sauvage qui subsistait encore dans le pays. Et pour mieux combattre ce virus, le P.e.v (Programme élargi de vaccination) s'est doté d'un centre des opérations d'urgence polio, à Brazzaville, pour *«faciliter la collecte, la conservation et le traitement des données».*

«La poliomyélite est une infection virale qui se transmet d'une personne à l'autre, principalement par voie fécale-orale ou, moins fréquemment, par de l'eau ou des aliments contaminés et qui se multiplie à l'intérieur des intestins. La polio se manifeste par différents symptômes comme la fièvre, la fatigue, les vomissements, la raideur de la nuque et les douleurs dans les membres. Dans certains cas, elle se caractérise aussi par des paralysies irréversibles et l'arrêt du développement osseux. Bien qu'il n'existe pas de traitement contre la poliomyélite, la maladie peut être évitée par l'administration d'un vaccin simple et efficace», rappelle le site *«Allo docteurs Africa».*

A Brazzaville, la célébration de la journée mondiale contre la polio a été marquée, dimanche 23 octobre, par une marche pour sensibiliser la population sur la nécessité de vacciner les enfants de 0-5 ans. Partie de la Basilique Sainte-Anne, cette marche a convergé vers la Place du Rotary, à Bacongo, et a permis de poser des banderoles dans quelques C.s.i (Centre de santé intégrés).

Lundi 24 octobre, une conférence sur la polio et les moyens de combattre cette maladie a eu lieu à l'Institut Jean Joseph Loukabou, situé au sein du C.h.u (Centre hospitalier et universitaire).

Urbain NZABANI

Pam (Programme alimentaire mondiale)

La crise alimentaire frappe de faim plus de 828 millions de personnes dans le monde

Face à un défi humanitaire pressant, une étude du F.m.i (Fonds monétaire international) interpelle sur une intervention rapide, en vue de faire face aux besoins de financement des pays et soulager ceux qui ne comblent pas leurs besoins alimentaires.

L'insécurité alimentaire ne cesse de galoper dans le monde depuis 2018. La crise ukraino-russe, les chocs climatiques, les conflits régionaux, la pandémie de la pandémie de covid-19 entre 2020 et 2021 ont accentué la crise alimentaire mondiale et aggravé la hausse des prix. Selon le P.a.m (Programme alimentaire mondial), plus de 828 millions de personnes se couchent, chaque soir, le ventre vide. Les effets du choc alimentaire se font sentir partout, mais de façon plus marquée dans près de cinquante pays, pour la plupart des pays à faible revenu, dont nombreux sont fortement dépendants des importations en provenance d'Ukraine et de Russie.

Selon une étude du F.m.i, la hausse du coût des denrées alimentaires et des engrais importés augmentera de 9 milliards de dollars, mettant la pression sur la balance des paiements des pays fortement exposés à l'insécurité alimentaire en 2022 et 2023. La

Garantir à toute l'humanité l'accès à une alimentation gage d'une bonne santé.

Banque mondiale a constaté que l'inflation des prix alimentaires intérieurs reste élevée à travers le monde. Les données disponibles entre mai et septembre 2022 font état d'une forte inflation dans la quasi-totalité des pays à revenu faible et intermédiaire: 88,9% des économies à faible revenu; 91,1% des économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 96% des économies à revenu intermédiaire supérieur ont enregistré des taux d'inflation supérieurs à 5%. Un grand nombre d'entre elles affichant même une inflation à deux chiffres. La part des pays à revenu élevé touchés par la montée de l'inflation dans l'alimentation atteint désormais 85,7%.

Cette année, on estime que les pays fortement exposés pourraient avoir besoin d'au moins de 7 milliards de dollars, pour aider les ménages les plus vulnérables à faire face à la situation.

Le rapport appelle à une réaction rapide des pouvoirs publics, dans quatre domaines. Premièrement, un soutien rapide et adéquat à la population exposée à l'insécurité alimentaire. Deuxièmement, maintenir le libre-échange. Troisièmement, accroître la production de denrées alimentaires et améliorer leur distribution.

Enfin, investir dans une agriculture résiliente aux changements climatiques pour augmenter les récoltes futures. Les solutions doivent être adaptées aux circonstances nationales, en mettant l'accent sur des mesures peu coûteuses et à fort impact, comme investir dans de nouvelles variétés de cultures, améliorer la gestion de l'eau et diffuser les informations.

L'étude invite, par ailleurs, les donateurs et les organisations internationales à intensifier, de toute urgence, les dons et financements concessionnels, pour fournir des aides en espèce et en nature aux populations qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire. Dans certains pays, un allègement de la dette sera également nécessaire.

Urbain NZABANI

Congo - Banque mondiale

Poursuivre les réformes, pour une électricité de qualité suffisante

Plusieurs acteurs clefs du domaine de l'électricité ont participé, du 20 au 21 octobre 2022, à Brazzaville, à un atelier sur le plan de redressement du secteur de l'électricité en République du Congo, pour approfondir les orientations devant permettre à la communauté internationale et aux bailleurs de fonds de soutenir le pays dans la poursuite de ces réformes entreprises depuis 2003.

Organisé par le Ministère de l'énergie et de l'hydraulique, avec l'appui de la Banque mondiale, l'atelier sur le dressement du secteur de l'électricité au Congo a réuni les partenaires techniques et financiers, la société E2c (Energie électrique du Congo), du secteur privé et des bailleurs de fonds.

Durant les deux jours de travaux, les participants ont planché sur de nombreux thèmes, dont la *«Présentation du secteur de l'électricité: cadre institutionnel, acteurs, réforme entreprise en 2017»*, *«l'Etat d'avancement de la réforme»* et *«où en est le Congo sur ses trois piliers?»*.

Ouvrant les travaux, le ministre de l'énergie et de l'hydraulique, Emile Ouosso, a estimé que cet atelier sera productif et fécond en recommandations et en propositions, pour la poursuite de ces réformes. *«Après l'élaboration du document de Stratégie de développement du secteur de l'énergie électrique, nous disposons désormais de la matière pour la poursuite des réformes entreprises depuis 2003. Pour cela, nous avons un portefeuille de projets à réaliser pendant la période de 2022-2030, pour atteindre l'objectif global qui est d'approvisionner le Congo en électricité de quantité et de qualité suffisante, à des coûts accessibles pour tous et d'en assurer l'exportation dans les villes de la Cemac ou hors de la Cemac»,* a dit le ministre Ouosso.

Aussi, a-t-il précise qu'*«il nous revient de vulgariser la politique nationale du secteur de l'énergie électrique et d'assurer le plaidoyer auprès des bailleurs de fonds, des partenaires au développement et privés ainsi qu'auprès des investisseurs pour le financement de notre programme».*

Le ministre Emile Ouosso (à droite) et Daniel Camos, à l'ouverture de l'atelier.

Dans le mot de circonstance du représentant par intérim de la Banque mondiale au Congo, M. Lanssina Traoré, lu par le spécialiste en énergie de cette institution, Daniel Camos, il a été souligné que l'accès à une électricité de qualité, abordable, propre et moderne est indispensable dans le développement économique et social de la République du Congo. De ce point de vu, M. Camos a fait savoir que le groupe de la Banque mondiale qui a étroitement accompagne le gouvernement congolais dans les réformes du secteur de l'énergie, reste prêt à mobiliser ses divers instruments financiers, en vue de soutenir cette réforme, par l'investissement, l'appui budgétaire, l'assistance technique ou par des garanties.

Parmi les réformes contenues dans la stratégie de développement du secteur de l'énergie électrique, figurent l'augmentation de la capacité de l'offre, la réduction des facteurs d'inefficacité et d'inefficience de l'environnement social, économique et technique du secteur de l'électricité, ainsi que l'exploitation de toutes les potentialités du pays en ressources d'énergie électrique.

Tiré de l'ACI
(Agence Congolaise d'Information, n°124)

A.r.p.c.e (Agence de régulation des postes et des communications électroniques)

Les sociétés de téléphonie mobile appelées à améliorer la fourniture de la 3G

L'A.r.p.c.e (Agence de régulation des postes et des communications électroniques) a tapé du poing sur la table, en appelant les sociétés de téléphonie mobile, M.t.n et Airtel Congo, à améliorer la fourniture de la 3G sur toute l'étendue du territoire national. La 3G ou la troisième génération désigne la norme de réseau de téléphonie mobile permettant des débits de 2 à 42 mégabites par seconde.

Le siège de l'A.r.p.c .

«La couverture téléphonique s'est améliorée et c'est plus remarquable au niveau de la 2G. Mais au niveau de la 3G, il y a encore des zones blanches et des zones critiques pour lesquelles les opérateurs doivent fournir beaucoup d'efforts», a déclaré Benja-min Mouandza, le directeur des re seaux et services de communications électroniques à l'A.r.p.c.e, lors de la réunion à laquelle les deux sociétés étaient invitées à participer.

En effet, l'A.r.p.c.e a effectué des tests à l'intérieur du pays qui démontrent que la société Airtel Congo a fourni des efforts pour améliorer la qualité des services voix et data. Mais M.t.n Congo traîne les pas et il y a même une tendance à la dégradation de la qualité du service. Les connexions Internet passent mieux avec la 3G. Ce qui fait qu'à l'intérieur du pays où plusieurs zones ne sont couvertes que par la 2G, la navigation Internet est très lente et difficile. Raison pour laquelle l'Ar.p.c.e presse les deux sociétés à améliorer la couverture eu pays en 3G.

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Une classe de nouvelles gens que l'on affuble du sobriquet de nouveaux riches est en train d'éclore dans nos villes. On les reconnaît par leurs comportements hautains et pleins d'orgueil et d'arrogance. Ce qui indigne plus d'un Congolais. Frustrés et indignés par ces comportements, Itoua, Mboungou, Tati et Yakamambu voudraient leur et nous dire que ça ne se sert à rien d'être hautains, arrogants et orgueilleux. C'est un comportement négatif. C'est pourquoi ils les invitent et nous invitent aussi à méditer sur cette pensée qu'ils ont découverte dans un vieux bouquin acheté au bouquiniste du coin. Il y est écrit ce qui suit:

«Sois humble, car avant toi, d'autres avaient ce que tu as. Sois humble, car avant toi, d'autres étaient là où tu es. Sois humble, car il existera toujours après toi, plus grand que toi. Sois humble, car il existera toujours après toi, meilleur que toi. Sois humble, car il existe plus beau et plus belle que toi. Sois humble, car il est possible de tout perdre en une seconde. Sois humble, car le Maître de ton souffle peut te prendre à n'importe quel moment. Sois humble, car la roue tourne. Sois humble, car la vie est fragile et courte. Sois humble, car il fait grâce aux humbles. Sois humble, car l'humilité précède la gloire».

En effet, rien ne sert d'être gonflé d'orgueil et d'arrogance comme les reptiles sont gonflés de venin. L'orgueil est la cause de la ruine. A cause de l'orgueil, l'homme reconnaît non seulement sa propre intelligence, sa propre volonté, son propre cœur. De ce fait, il n'est plus capable de comprendre le langage des autres. La condition de l'orgueilleux est sans remède, car la racine du mal est en lui. L'homme sensé médite les maximes de la sagesse; l'idéal du sage, c'est une oreille qui écoute.

Il nous faut donc faire toujours montre d'humilité. Celle-ci est une vertu qui, malheureusement, ne jouit plus aujourd'hui d'une grande estime dans notre société. Voyons l'humilité pour le bien de l'homme et apprenons à nous abaisser pour faire le bien, à nous faire petit pour gagner les autres, à ne pas craindre de descendre, de perdre ses droits quand il s'agit de faire du bien, à ne pas croire qu'en descendant, on se met dans l'impuissance de faire du bien. Comprenne qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

Vie démocratique et apport de la société civile: faire progresser la Cité

Quel que soit le thème, tout Congolais, toute Congolaise devrait pouvoir exprimer son point de vue personnel, sans pour autant appartenir à un parti politique. Il s'agit d'une expression citoyenne, pour faire progresser la Cité. C'est le meilleur moyen pour garantir un vivre-ensemble apaisé.

Surtout dans un pays qui a connu des évènements fratricides dus justement au fait que les hommes politiques avaient été laissés seuls maîtres des discussions. La médiation de la société civile aurait peut-être pu permettre l'apaisement des conflits. Et nous éviter les déchirements qui ont durablement traumatisé nos populations. Au point qu'elles se sont détournées de l'engagement citoyen au profit d'un activisme religieux tous azimuts.

Le taux de participation des populations aux dernières élections montre bien que les populations sont devenues passives et que la majorité des citoyens s'est tenu à l'écart des combats politiques. Mon engagement citoyen et intellectuel, devenu plus visible récemment, tire sa source de mon désir de discuter et d'animer les débats sur les sujets qui minent notre société.

Je viens de créer un groupe WhatsApp nommé *«Debout Congolais»*, du nom du début du refrain de notre hymne national. Il est composé de citoyens congolais que j'ai choisi dans mon répertoire d'amis. Pour la plupart, en fonction de leurs parcours dans l'enseignement supérieur. Il s'agit, donc, de personnes choisis pour leur qualité et non en fonction de leurs origines ethniques ou géographiques.

Congolais, ce qui nous rassemble, c'est aussi bien notre passé, notre présent que notre avenir. A l'image des anciens grecs, ceux-là même qui ont créé les fondations de la démocratie, tout le monde pouvait participer à l'agora, sur la place publique, donc. En effet, il n'est nul besoin d'être député ou sénateur, conseiller départemental ou municipal. Il suffit seulement d'exercer son rôle de penseur au service de la Cité. Tout intellectuel à cette responsabilité. C'est celui-là même qui est, car il pense. Peut-on être heureux seul? Je ne crois pas. C'est le Président ivoirien, Houphouët-Boigny, qui disait qu'on ne peut être heureux seul, quand on est entouré par un océan de misère.

La société civile a, du reste, un rôle important à jouer, face aux professionnels de la politique. Ils sont en contact direct avec la communauté dont ils expriment bien des besoins. Je me considère comme un membre de la société civile qui s'inquiète le plus légitimement du monde pour sa communauté. Ces Congolais du Nord comme du Sud, de l'Est comme de l'Ouest. La pauvreté, dans notre pays, est très largement partagée. Elle n'a ni ethnie, ni région, ni religion ni parti. La santé comme la maladie et la mort sont des événements naturels.

Personne n'y échappe, mais il existe des paramètres qui

Par le Prof Alain Maxime Mouanga.

influencent ces situations et il est possible d'agir sur ces paramètres. La démarche participative a ceci de particulier qu'elle intègre les préoccupations de la communauté, dans tout projet de réforme. Dans un État de droit, on ne peut entendre à la télévision nationale qu'il est possible, pour les policiers de la route, de déchirer un permis de conduire qui est un document officiel qui s'obtient dans des conditions prévues par la loi et les règlements. On ne déchire pas un permis de conduire. A la limite, et sans être juriste, il cesse d'être valable et pour cela il faut une autre Loi. Qui définit les nouvelles règles concernant les usagers de la route. Mais, les lois disposent pour le futur et non pour le passé. Une loi n'est pas rétroactive, donc les permis antérieurs devraient rester valables.

Par ailleurs, et pour les Politiques, c'est la Constitution qui organise l'accès au pouvoir dans notre pays, par le biais de la vie des partis et la tenue régulière des élections. Le rôle de la société civile, c'est de participer autrement et dans le respect des lois, à la vie de la Nation. De manière constructive.

Tout pouvoir nécessite un contre-pouvoir. Le pouvoir corrompt. Et lon sait que le *«pouvoir absolu corrompt absolument»*. Le débat est utile, nécessaire, vivifiant. Lorsqu'on débat, on a moins de chances de se tromper. Notre société est majoritairement chrétienne. Sans exclusion pour les autres religions. C'est le rôle de la société civile de rappeler, notamment pour les chrétiens, que toute responsabilité vient de Dieu. Et Dieu, c'est la justice; c'est la vérité. Je terminerai en citant Desmond Tutu, archevêque sud-africain, qui a agi en acteur de la société civile, au temps de l'apartheid: *«Si tu es neutre en situation d'injustice, alors tu as choisi le côté de l'oppresseur»*.

De nombreux amis et camarades que j'avais inscrits sur le groupe WhatsApp *«Debout congolais»* se sont aussitôt désinscris. C'est leur droit. J'espère seulement qu'il ne s'agit pas d'auto-censure ou d'expression d'une forme de crainte du débat public. L'expression libre inquiète. C'est aussi notre droit que de continuer à faire profession de foi. Sans acrimonie et sans peur. La liberté de pensée et de paroles est un droit inscris dans notre constitution. Trop parler nuit certainement mais dans d'autres circonstances et comme intellectuel, se taire représente un crime contre sa communauté. Notre position se veut trans-ethnique, trans-partisane. Dans tous les cas, et c'est finalement ce qui devrait être le point de convergence de tous nos compatriotes. Le mot est dit! Notre participation est tout simplement au service de la patrie c'est-à-dire patriotique. *«Debout congolais»* veut tout simplement que le Congo gagne! Ensemble!

Pr Alain Maxime MOUANGA

Un Ministère des finances et un Ministère du budget: faux débat ou gestion des agendas?

Ministère de l'économie et des finances versus Ministère du budget, des comptes publics et du portefeuille public: faux débat ou gestion des agendas? L'encre, la salive, les regards croisés... Voilà qui alimente les échanges dans certains salons, cristallise le débat et ravive les appétits «voraces» de triste mémoire, alors que le «gouvernement A.c.m 2» ne vient que d'être nommé. Moins qu'une question de fond, certains arguent qu'il s'agit plutôt d'un débat d'intérêt. Qui doit avoir la main mise sur les fonds et valeurs du Trésor public, cette vache qui saigne au lieu de rire? A qui incombe la responsabilité de gérer les directions générales, impôts et douanes? Chez les fins limiers des sciences économiques, la grande muette, ne pas éclairer serait une attitude coupable.

Pourtant, tous les économistes le savent bien. En s'inspirant de l'école de Chicago (ou école des choix publics), la réponse semble toute simple et elle est logée dans le sillage du dépositaire du pouvoir de nomination ou, mieux, de proposition aux fonctions dans ces administrations. A la vérité, il s'agit, là, d'un débat vide de sens. Il est clair que le ministre des finances gère le système financier national. Or, ni les impôts ni les douanes, encore moins le Trésor public ou le budget n'en font partie.

Pour la petite anecdote, lorsqu'on parle de stabilité financière ou de crise financière dans un pays, allusion n'est guère faite à ces administrations dont la vocation est de constituer la chaîne de l'exécution des recettes et des dépenses publiques (entendu ici finances publiques). Ceci est d'ailleurs étayé par la nomenclature «lolfique» du budget de l'État.

Un petit cours de finances publiques!

Parlant du fameux Trésor public qui cristallise tous les regards. Le consensus en vigueur chez les économistes lui confère deux mandats: banque de l'État et caissier de l'État.

Il est caissier, parce qu'il a reçu la mission de recouvrer les recettes (émises par les impôts et les douanes) et d'assurer le paiement des dépenses publiques (engagées, liquidées et mandatées par la Direction générale du budget). De ce point de vue, le Trésor public assure l'exécution du budget de l'État dans sa phase comptable. C'est une fonction classique des Trésors publics.

Le Trésor public assure aussi la fonction de banquier de l'État dans la mesure où, tel le Ministère des affaires étrangères devant ses attributions légendaires, il est responsable de la relation entre l'État et le secteur financier et de l'économie. Par secteur

Ancien immeuble de la défunte B.c.c (Banque commerciale congoaise), l'immeuble abrite désormais deux ministères distincts.

financier, on entend: marchés bancaire et boursier; assurances et change, etc. Sans ambiguïté aucune, ce mandat fait du Trésor public, le seul gestionnaire de la trésorerie nationale. A ce titre, il gère la capacité de financement de l'État (sous forme d'espace budgétaire) et son besoin de financement, en ayant recours, bien entendu et respectivement, aux achats et aux émissions des titres négociables (actifs sous formes d'actions ou d'obligations).

On peut donc s'apercevoir que le télescopage ne peut être qu'entretenu. A quelle fin? La bureaucratie? Sous d'autres cieux, la science est convoquée chaque fois que naît un souci d'une telle nature. Pour dire simple: le partage de rôles entre le ministre des finances et le ministre du budget est tracé par la science économique. Le reste semble tendre vers un conflit d'intérêt, sans doute ridicule pour le pays.

Freddy Fortuné ONGOUNGA
Economiste.

Exposition d'arts contemporains

Pour sa septième édition, à Paris, la foire Akaa a confirmé son succès grandissant

La culture africaine sera toujours au devant de la scène internationale. C'est dans ce contexte que s'est tenu, du 21 au 23 octobre 2022, au Carreau du Temple, un espace couvert accueillant divers événements culturels et sportifs, dans le troisième arrondissement de Paris, en France, la septième édition de l'Akaa (Also known as Africa). Une foire d'art contemporain et de design dédiée aux scènes artistiques d'Afrique et de ses diasporas.

Organisée cette année sous le signe «du mouvement», la foire de l'Akaa est le rendez-vous des collectionneurs, professionnels et amateurs d'art contemporain africain, et aussi un espace chaleureux de rencontres, caractérisé par sa convivialité et son charme particulier, attirant les passionnés et les curieux de la créativité du continent africain et de son rayonnement artistique à travers le monde. L'événement a connu la participation de 130 artistes venus des quatre coins du monde, avec une quarantaine de galeries érigées.

Plusieurs années durant, l'Akaa s'est érigé en un événement culturel incontournable qui se distingue grâce aux *«rencontres Akaa»,* une plateforme culturelle à part entière qui invite artistes, curateurs, penseurs, professionnels de l'art et visiteurs, à débattre publiquement. A cela viennent s'ajouter plusieurs activités notamment des conférences, projections, performances et lectures, qui ouvrent une vaste réflexion sur l'actualité de la vie artistique et le marché de l'art en Afrique.

Une vue de la foire de l'Akaa à Paris.

La foire d'art contemporain et de design, Akaa est un cadre qui permet de donner une visibilité et booster les scènes artistiques d'Afrique et de ses diasporas. Ce rendez-vous se veut défricheur de nouveaux talents, tout en restant une vitrine d'artistes plus établis. Pour cette édition, le continent africain était représenté par les pays tels que l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Maroc et d'Égypte. Plusieurs grands artistes d'Afrique et de la diaspora étaient à l'honneur, avec une installation monumentale de tentures à l'entrée de la foire. Il s'agit du peintre sénégalais Soly Cissé, du Béninois Dominique Zinkpè, du Malien Adboulaye Konaté, etc.

Au cours de cette grande foire d'art contemporain et de design dédiée à l'Afrique et ses diasporas, une série de rencontres sur la thématique *«du mouvement»* a été organisée ainsi que cinq tables rondes liées aux pratiques de gestuelle artistique. Il y a eu une forte présence d'un corpus d'œuvres picturales aux larges aplats de couleurs. En plus, la peinture a conservé sa place de médium principal de la foire. Notons que la foire Akaa a été fondée en 2015 par une Française, Victoria Mann, qui est sa directrice. Cette foire, axée sur l'Afrique, rassemble, chaque année, plusieurs galeries et artistes pour une exposition-vente qui attire de plus en plus de visiteurs chaque année. Peu connu sur le continent, la foire Akaa offre à l'art contemporain africain la possibilité de se tailler une place sur le marché mondial.

Roland KOULOUNGOU

Roman

«Le masque des sentiments» de Brice Patrice Ngabellet

Après «Le totem du roi», publié aux Editions L'Harmattan, Paris, en 2009, et «Fétiche dans la poche, arme à la main», aux Editions «Mon Petit Editeur», (Paris), en 2015, Brice Patrice Ngabellet, écrivain congolais basé en France, a signé, en septembre 2022, son troisième roman: «Le masque des sentiments», publié aux Editions Le Lys Bleu (Paris).

La couveture du roman.

Le romancier Brice Patrice Ngabellet.

D'un volume de 200 pages, c'est «un récit à la fois bouleversant, satirique, dramatique et comique» sur l'histoire de Zola, une flamboyante fille, arrachée du lit parental dans la nuit et jetée à la rue comme une rate, par son père. Violée, puis errante, elle se retrouve à Pointe-Noire, ville côtière et capitale du pétrole.

Très vite, elle est confrontée à la plus absurde des galères au quartier Kilomètre 4 de la ville océane congolaise. Alors qu'elle rêve d'épouser un Blanc qui transformerait son existence en or, Zola tombe dans la spirale infernale de la vie nocturne des bars et boîtes de nuit de la place. Sous l'emprise d'un homme politique influent, elle découvre, avec stupéfaction, les travers des hommes puissants, l'ivresse de Brazzaville et Kinshasa. Voulant se défaire de ce dernier, absent, absorbé par son anxiété et ses déboires politiques, elle souhaite goûter au vrai amour. Cependant, sa réalité la rattrape à la porte du bonheur...

Né au Congo-Brazzaville, Brice Patrice Ngabellet vit en France depuis plusieurs années. Le samedi 29 octobre prochain, il sera à la Fnac de Pontault-Combault, pour une séance dédicace qui marquera le début d'une tournée dans plusieurs librairies françaises.

Nana KABA

(Contact: voir page Facebook Brice Patrice Ngabellet)

Livre

Un recueil de proverbes yombé, œuvre d'Abel Moé Coubound Mavoungou

Une grande première au Congo: la publication d'un recueil de proverbes en langue yombé, parlée dans le Kouilou, dans la partie méridionale du pays! L'initiative est à mettre à l'actif d'Abel Moé Coubound Mavoungou, ancien conseiller technique du ministre de la communication, des postes et télécommunications, ancien directeur interdépartemental de la Radio-Congo au Kouilou et à Pointe-Noire. Intitulé «Proverbes yombé du Département du Kouilou», le coup d'essai d'Abel Moé Coubound Mavoungou a été publié aux Editions L.m.i, de Maurice Loubouakou, à Pointe-Noire, la capitale économique. D'un volume de 86 pages, il contient une centaine de proverbes.

Abel Moé Coubound Mavoungou.

La couverture du recueil de proverbe yombé.

Le résumé de la quatrième de couverture présente parfaitement l'ouvrage d'Abel Moé Coubound Mavoungou: *«Cet ouvrage, qui contribue entre autres à la valorisation de nos langues maternelles, est le premier du genre publié en yombé du Congo-Brazzaville par un scientifique qui connaît son terroir.*

Le Kouilou est donc une véritable richesse culturelle, une grande source d'inspiration, intarissable et inépuisable à tous points de vue. C'est dans cette optique d'exploration originale de l'identité culturelle loango que nous convie l'auteur dont la passion pour le sujet ne manque pas d'attrait. Il sied, cependant, de rappeler que cet ouvrage ne saurait intéresser les personnes qui ont renoncé à lutter...».

Rappelons que les Yombé ou Fiotte (qui signifie ''noir'', dénommés ainsi en langue kikongo), sont un grand peuple de la sous-région d'Afrique centrale. Rencontrés en République Démocratique du Congo (ex-Congo belge), dans l'ex-enclave du Cabinda (Angola), en République du Congo (ex-Congo français), ils constituent la clé de voûte de la connaissance, de la croyance et de la sagesse de l'homme bantou.

L'ouvrage d'Abel Moé Coubound Mavoungou présente quelques proverbes dans la langue yombé de la République du Congo, où cette communauté ethnique se concentre généralement dans les Départements du Kouilou (Mvouti, Kakamoeka, Hinda, Madingo-Kayes) et du Niari (terres Ngo-Nzoungou, dans le District de Louvakou).

«Proverbes yombé du Département du Kouilou» ne prend en compte particulièrement qu'un échantillon de proverbes recueillis dans les dialectes yombé des deux districts: Mvouti et Kakamoeka. Et dans la majorité des cas, quelques proverbes sont disposés par paire de deux dialectes, complétés entre parenthèses par leur traduction littérale en langue française. Enfin, pour la compréhension de certains proverbes, l'auteur propose parfois une à quatre formulations, selon le contexte auquel ils sont employés.

Tout compte fait, l'ouvrage est destiné à tout public. Il permet de jeter un regard sur la tradition yombé et ses sources. C'est un document de référence de tous les instants, utilisant une méthode particulièrement accessible à tous.

Né le 29 août 1956, à Pointe-Noire, Abel Moé Coubound Mavoungou est ingénieur diplômé en télécommunications, master ès science de l'ingénierie, chevalier dans l'Ordre du dévouement congolais. Son livre est disponible en librairie au prix de 7.000 F. Cfa. En attendant sa présentation officielle, l'auteur a déjà, en chantier, sa deuxième publication, un roman.

Nana KABA

Tournoi du challenge trophy de handball zone 4 (Afrique centrale)

Les Diables-Rouges cadets et juniors qualifiés pour le trophy continental

Les rideaux de la 8ème édition du Tournoi challenge trophy de la zone 4 (Afrique centrale) sont tombés, samedi 22 octobre 2022, au Gymnase Nicole Oba, à Brazzaville, au grand bonheur des Congolais, qui ont raflé les médailles d'or. Ainsi, les sélections nationales cadettes et juniors des Diables-Rouges handball ont obtenu leurs tickets pour le Trophy continental.

Le Tournoi challenge trophy de la zone 4 s'est déroulée du 18 au 22 octobre 2022, au Gymnase Nicole Oba, à Talangaï, sous forme de championnat de deux catégories (Cadettes et juniors) dans la version masculine. Cinq pays y ont participé: Cameroun, Centrafrique, Congo, RD Congo et Tchad. Ils ont livré quatre matches à chacun, dans chacune des deux catégories. Les Diables-Rouges cadets et juniors se sont imposés, en survolant la compétition par des victoires dans toutes leurs rencontres.

Les Diables-Rouges cadets et juniors vainqueurs de la Coupe Trophy.

En cadets, le Congo a fait sa première sortie en battant le Tchad (46 buts à 21). Il a enchainé avec la victoire devant le Cameroun (40 buts à 30). Face à la Centrafrique, même large score (31 à 21). La R.D. Congo n'a pas fait exception, en succombant devant le Congo: 19 à 24.

En junior, les Diables-Rouges ont commencé par une victoire devant le Cameroun: 41 buts à 22. A leur deuxième sortie, ils ont pris le dessus sur le Tchad: 38 à 26. L'élan des Congolais n'a fait que se perfectionner, en disposant de la Centrafrique, par 29 à 24. Puis les Congolais ont conclu leur dernière sortie, qui était un match à rebondissements, devant la RD Congo, par une victoire serrée. En effet, cette rencontre a tourné à l'avantage des Congolais de la rive droite du Fleuve Congo, qui l'ont remporté par 30 buts à 28.

Au terme de ce tournoi zonal, les trois premières équipes de chaque catégorie ont été primées de médailles dont l'or pour le Congo. La première équipe de chaque catégorie est qualifiée pour le challenge trophy continental. Le Congo ayant gagné dans les deux catégories, il est donc le seul à s'être qualifié. C'est une performance remarquable. Les deux entraîneurs, Adrien Loufoua (cadets) et Régis Matondo (juniors) et leurs staffs techniques ont réalisé un travail appréciable.

Reste que les Congolais ne dorment pas sur leurs lauriers. Au contraire, ils doivent préparer, avec beaucoup de sérieux et d'engagement, les compétitions continentales qui sont d'un niveau supérieur, avec les équipes maghrébines.

Luze Ernest BAKALA

Fécoju-Da (Fédération congolaise de judo et disciplines associées)

Les femmes officielles techniques de judo à l'école, pour améliorer leurs performances

La Fécoju-Da (Fédération congolaise de judo et discipline associées) a organisé, du 17 au 23 octobre 2022, au Gymnase Etienne Manga, au Complexe scolaire Gampo-Olilou, dans le cinquième arrondissement, Ouenzé, à Brazzaville, un stage de renforcement des capacités des officielles techniques (arbitres, officielles de table et chronométreuses), avec l'appui de la Confejes (Confédération des ministres de la jeunesse et des sports de la francophonie). Cinq sachants ont été mobilisés pour animer cet atelier qui a connu la participation d'une vingtaine de participantes.

Les femmes judokates accompagnées des officiels.

Pendant une semaine, les femmes officielles techniques de judo ont suivi plusieurs thèmes comme: l'éthique et la déontologie du judo; les règles fondamentales d'arbitrage; la logistique et l'organisation d'une compétition et les nouvelles règles d'arbitrage 2022-2024. Ces thèmes ont été développés par des sachants, notamment Jean Heury Nzaou, André George Moulongo, Patrick Elion, Rodrigue Ossandza et Guy Ingamba Mangbau.

Les cérémonies d'ouverture et de clôture se sont déroulées sous le patronage de Clors Samba-Samba, directeur des activités sportives à la Direction générale des sports, en présence de Jean-Claude Itoua Mavouéla, représentant le Cnosc (Comité national olympique et sportif congolais) et Destin Oba, secrétaire de la Fécoju-Da.

A la fin du stage, Clors Samba-Samba a demandé aux stagiaires d'être des officielles dignes de ce nom, pour la relance du judo féminin au Congo. *«Les officielles techniques font partie des principaux acteurs du développement des disciplines respectives et le judo n'en fait pas exception. Je suis sûr et convaincu que ce séminaire vous a permis de mettre à jour vos logiciels d'appréciation, car vos jugements doivent être objectifs, afin que seuls les meilleurs gagnent. C'est aussi cela contribuer à la performance du judo. Rendez-vous est pris aux prochaines compétitions tant départementales que nationales, pour mettre en pratique les connaissances acquises»*, a-t-il indiqué.

Pour sa part, Destin Oba a remercié, au nom du président de la Fécoju-Da, la Confejes qui a pensé au judo congolais, avant d'annoncer le baptême de feu des stagiaires. *«Désormais, nous comptons sur vous pour la bonne organisation d'une compétition de judo, en vue de l'amélioration des performances. Quant à vous, les stagiaires qui ont pris part à ce séminaire, le rendez-vous est pris pour le 28 novembre 2022, car Brazzaville abritera un tournoi international ou trois Nations sont conviées, le Congo, la RD Congo et l'Angola»*, a-t-il fait savoir.

Luze Ernest BAKALA

Vie associative

Désormais, il existe une association Les amis du volleyball

Les volleyeurs et les férus du volleyball congolais se sont réunis, lundi 24 octobre 2022, à Ouenzé, le cinquième arrondissement de Brazzaville, pour une assemblée générale consacrée à la création d'une association dénommée «Les amis de volleyball». L'ambition, c'est d'appuyer la Fécovo (Fédération congolaise de volleyball) dans le développement du volleyball au Congo et sa promotion en milieu jeune. C'est Ocko Tshono Oboura, ancien dirigeant d'un club de volleyball de la gendarmerie, qui a été porté à la tête de cette nouvelle association qui entend également promouvoir la solidarité entre anciens joueurs de volleyball.

Bureau exécutif de l'association

- Président: Ocko Tshono Oboura;
- Vice-Président: Mme Bienvenue Impagui;
- Secrétaire général: Mme Armelle Ontsira;
- Secrétaire général adjoint: Chris Edzoula;
- Trésorier général: Anifa Lipoko;
- Intendant: poste à pourvoir
- Coordonnateur: Roland Nganongo;
- Chargé de la discipline: Davy Kouehassazo.

Commissariat aux comptes

- Président: Urbain Nkounkou;
- Rapporteur: Dunel Samba;
- Membre: Ossolo Christavie.

Photo de famille de l'association les amis du volleyball.

Les fondateurs de l'Association les amis du volleyball sont partis du constat que les pratiquants du volleyball, après leur vie sportive, tombent souvent dans les oubliettes. Pour changer cette situation, les anciens volleyeurs et dirigeants de volleyball ont décidé de mettre sur pied un cadre qui leur permette de promouvoir la solidarité entre eux et le sport qu'ils aiment et pratiquent. Le but, c'est de réunir autour d'une table, les anciens et nouveaux pratiquants de la discipline, pour l'entraide et le développement du volleyball.

Emu après son élection, Ocko Tshono Oboura a promis faire de son mieux pour rassembler ses compatriotes qui ont évolué dans le volleyball et tous ceux qui aiment ce sport. *«A tous les volleyeurs, je vous exhorte de venir nous rejoindre, afin de renouveler nos amitiés d'antan, pour la gloire de la discipline. Nous avons plusieurs projets et, seul, je ne pourrais rien faire. Mais, c'est ensemble qu'on pourra réussir. Nous devons tout faire, pour que le volleyball puisse rayonner au Congo, en travaillant en synergie avec la Fecovo, notre partenaire immédiat»*, a-t-il indiqué. Les amis du volleyball se sont donnés comme devise: *«Cohésion, amour et solidarité»*. Toute une vision, pour rendre populaire le volleyball au Congo.

Luze Ernest BAKALA

Championnat national direct ligue 1 de football

L'As Otohô tenu en échec dans ses propres installations par la J.s.t

Le championnat national direct ligue 1 a été lancé par Jean Guy-Blaise Mayolas, le président de la Fécofoot (Fédération congolaise de football), mardi 25 octobre 2022, au Stade Alphonse Massamba-Débat, à Brazzaville, où a eu lieu le match B.n.g (Bana nouvelle génération) contre Aiglon Cara (2-1). Le deuxième match s'est joué au Stade Marien Ngouabi d'Owando entre l'As Otohô et la J.s.t (Jeunesse sportive de Talangaï). Les visiteurs ont disposé des locaux par 2 buts à 1.

Ainsi, pour la journée inaugurale, le détenteur du titre, l'As Otohô, a été surpris par une équipe de la J.s.t très dynamique. Les buts ont été inscrits par Doctia Omboulou et Diolvi Moukouba (J.s.t), et Bril Ibara (As Otohô).

«Nous jouons comme nous avons commencé aujourd'hui, nous sommes venus pour un objectif. Donc, il ne fallait pas rater le début. Il a fallu présenter une bonne image de l'équipe dès l'entame. Je dédie cette victoire au président de l'équipe, Théodore Ikémo, qui a su motiver ses joueurs et les joueurs ont respecté toutes les consignes qu'on leur a données. Nous sommes sortis victorieux, c'est l'essentiel», a déclaré Raphael Mafoua le coach de la J.s.t.

Mercredi 26 octobre, il y a eu la rencontre Ac Léopards et V club Mokanda de Pointe-Noire, au Stade Paul Moukila Sayal de Dolisie.

A Brazzaville, Fc Nkondzo a donné son hospitalité à Etoile du Congo. Inter-club était face à Diables-Noirs. A Pointe-Noire, Fc Nathaly's a joué Patronage Saint-Anne. Le nouveau promu, As Juk (Jeunesse sportive de Kintélé) de Brazzaville, a fait sa première sortie dans la cour des grands, contre l'As Cheminots. Les résultats dans notre prochaine édition.

LEB